

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET SIDÉRURGIE

Le partenariat Algéro-russe s'intensifie

Récemment consolidées par la signature de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi en juin 2023, les relations de partenariat et d'échanges entre l'Algérie et la Russie abordent une phase d'accélération. Une étape où les séances de travail et de concertation s'accroissent. Récemment c'est dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et la sidérurgie, que les perspectives de coopération se sont accentuées. Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, dans une déclaration à la chaîne russe RT, en marge de sa participation au Forum économique international de Saint-Petersbourg (5-8 juin), a indiqué que cet événement économique était l'occasion pour la délégation algérienne de "voir de près les développements que connaît l'industrie en Russie, en particulier dans le domaine des industries lourdes et pharmaceutique et des énergies renouvelables". P 3



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

**Sonelgaz envisage
d'installer 400 bornes
de recharge électriques
d'ici fin 2024**



La transition énergétique en Algérie est un sujet d'importance croissante, car le pays cherche à diversifier ses sources d'énergies et à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles. La mise en place de bornes de recharge pour véhicules électriques est un élément clé de cette transition. Sonelgaz s'est fixé pour objectif d'installer 1000 bornes de recharge électrique. En 2023, elle a déjà réalisé 300 bornes et prévoit d'en installer 400 autres en 2024, comme l'a indiqué Khalil Hodna, porte-parole de Sonelgaz, lors de son intervention sur une chaîne privée mardi dernier.

P 3

MINISTÈRE DU COMMERCE

**Zitouni donne des
instructions pour
intensifier le suivi de
terrain des marchés**

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a donné des instructions, jeudi lors d'une réunion d'évaluation avec les directeurs régionaux, pour l'intensification du suivi de terrain afin d'assurer un approvisionnement régulier des marchés, indique un communiqué du ministère.

P 4

MÉDÉA

**Plusieurs projets en cours
de réalisation à El-Omaria**

Plusieurs projets sont en cours de réalisation dans les communes d'Ouled-Brahim et El-Omaria, relevant de la daïra d'El-Omaria, à l'est de Médéa, dans la cadre de la prise en charge des attentes des habitants de ces localités, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya.

P 5

RESSOURCES EN EAU

**Le taux de remplissage
des barrages avoisine
les 40%** P 2

IN SALAH

**Le ministre de l'Hydraulique
inaugure une STEP dans la
région d'El Berka** P 2

MEDIAS

**Laagab rencontre les
Directeurs et
représentants de la presse
écrite et électronique** P 2

PÉTROLE
Le prix du Brent termine à 79,62 dollars

Les cours du pétrole ont terminé proche de l'équilibre vendredi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août s'est effrité de 0,31%, à 79,62 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain avec échéance en juillet a lui fini quasiment inchangé (-0,02%), à 75,53 dollars.

RESSOURCES EN EAU

Le taux de remplissage des barrages avoisine les 40%

Ardjoum Abdelaaziz, directeur central du ministère des Ressources en eau, a révélé que malgré une relative bonne pluviométrie au cours de cette l'année, le taux de remplissage des barrages n'a pas dépassé les 39 %.

L'invité de la radio nationale, a indiqué que le taux de remplissage des barrages dans la partie ouest atteint 17 %, tandis que dans les régions du centre il est à 26%. La région- Est dispose d'une réserve d'eau plus importante. Le même locuteur a souligné qu'au cours des dix dernières années, les barrages ont enregistré les niveaux les plus bas en matière de stockage des ressources en eau, des eaux de

surface et souterraines, et cela, en raison de la rareté des pluies et des changements climatiques. L'orateur a confirmé que la plaine de la Mitidja a enregistré un déclin de 50% en raison des nombreuses difficultés auxquelles elle est confrontée, soulignant par la même occasion la nécessité de recourir aux ressources permanentes en eau et à d'autres sources pour assurer l'approvisionnement en eau potable des

citoyens. Dans ce contexte, M. Ardjoum a confirmé que les services du ministère travaillent à trouver des programmes spéciaux en adéquation avec le changement climatique pour l'approvisionnement en eau, soulignant que le secteur a eu recours à la technologie de dessalement de l'eau de mer en réponse aux instructions du Président de la République, lors du Conseil des ministres tenu au cours du mois de juillet 2021.

IN SALAH

Le ministre de l'Hydraulique inaugure une STEP dans la région d'El Berka

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a procédé jeudi à l'inauguration de la Station d'épuration des eaux usées (STEP) dans la région d'El Berka, dans la wilaya d'In Salah. En marge de l'inauguration de cette station dans le cadre sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a souligné l'importance de cette infrastructure environnementale qui s'étend

sur une superficie de 33 hectares, d'une capacité de production estimée à 8.120 m3 d'eau par jour. Cette station s'inscrit, selon lui, dans le cadre des efforts de l'Etat visant la prise en charge des préoccupations des citoyens, à travers toutes les régions du pays. M. Derbal a mis l'accent, à cette occasion, sur l'importante d'exploiter les eaux épurées à des fins d'irriga-

tion, soulignant que la réalisation de cette station entraine dans le cadre de l'encadrement des efforts de développement dans cette nouvelle wilaya qui dispose d'énormes ressources en eau et d'atouts agricoles, touristiques et économiques prometteurs. Parmi les préoccupations soulevées concernant la qualité de l'eau potable dans la wilaya d'In Salah, le mi-

nistre a fait état d'une étude en cours d'élaboration et qui devra apporter des solutions à ce problème. A ce titre, le ministre a annoncé que plusieurs projets relevant de son secteur ont été réalisés dans cette wilaya, dans l'attente de concrétiser d'autres projets qui seront lancés prochainement, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,

concernant la prise en charge des préoccupations des citoyens. Le ministre de l'Hydraulique a clôturé sa visite dans la wilaya d'In Salah, par l'inspection du champs relevant du mégaprojet de transfert de l'eau potable vers la wilaya de Tamanrasset sur une distance de plus de 700 km, situé à 70km au nord de la wilaya.

MEDIAS

Laagab rencontre les Directeurs et représentants de la presse écrite et électronique

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab a rencontré, jeudi, les Directeurs et représentants de la presse écrite et électronique, qu'il a invités à "traiter, avec professionnalisme, le dossier de la prochaine élection présidentielle prévue le 7 septembre", indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres périodiques organisées par le ministère de la Communication, M. Laagab a appelé les responsables d'établissements médiatiques à

"faire preuve d'un haut sens de responsabilité, de vigilance et de professionnalisme dans le traitement des différents événements et questions d'actualité", précise le communiqué. M. Laagab a exhorté la famille médiatique à "aborder avec professionnalisme le dossier de la prochaine élection présidentielle, prévue le 7 septembre et à couvrir les activités des partis politiques en toute objectivité et équité afin d'accroître la conscientisation des participants et d'élargir la participation politique aux

prochaines échéances". Dans ce contexte, M. Laagab a réaffirmé avoir "informé les responsables de ces établissements médiatiques de l'importance de se conformer aux dispositions de l'article 3 de la loi organique sur l'Information qui exige, lors de l'exercice de l'activité médiatique, le respect de la dignité humaine, l'article 20 qui stipule la vérification de l'information et la confirmation de la source et l'article 35 qui impose le strict respect de l'éthique et de la déontologie professionnelles". Le ministre a souligné que

"certains journalistes et responsables sont victimes de sources d'information non fiables, voire de fake-news". Il a affirmé, dans ce contexte, que "chaque établissement médiatique a sa propre spécificité, sa ligne éditoriale et sa propre méthode de traitement des différentes informations et sujets d'actualité". Le ministre a cité, dans ce sens, "des dépassements enregistrés par certains établissements médiatiques, appelés à respecter les règles et déontologie du travail médiatique et ses garde-fous définis par

les Autorités de régulation de la presse écrite et de la presse électronique et le Conseil de déontologie et d'éthique professionnelle, dans l'attente de leur installation", ce qui "contribuera à réduire, voire à limiter les dépassements professionnels et déontologiques via les différents médias et soutenir le professionnalisme". Par ailleurs, le ministre a écouté "une série de préoccupations soulevées par les responsables les établissements médiatiques participants", conclut le communiqué.

ENERGIE

Sonatrach signe un mémorandum d'entente avec la société chinoise «Sinopec»

Le Groupe Sonatrach a procédé vendredi à Pékin, à la signature d'un mémorandum d'entente (MoU) avec la société chinoise "Sinopec" visant à consolider leurs relations existantes et d'étendre leur coopération, à travers la recherche de nouvelles opportunités de partenariat, indique un communiqué de Sonatrach. Le document a été signé au niveau du siège de la

société chinoise, et ce en présence de P-DG du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, et le P-DG de "Sinopec", MA Yongsheng et des cadres dirigeants des deux sociétés. Ce mémorandum d'entente "vise à consolider les relations existantes entre les deux compagnies et à étendre la coopération à travers la recherche de nouvelles opportunités de partenariat sur l'ensemble de la chaîne

de valeur des hydrocarbures, notamment dans les domaines de l'exploration et le développement des réservoirs complexes, les énergies renouvelables, la pétrochimie, l'ingénierie pétrolière et le développement des compétences", explique le groupe. Cette signature intervient dans le cadre d'une visite de travail qu'effectue M. Hachichi, en République populaire de Chine, accompagné d'une

délégation composée de cadres dirigeants de Sonatrach. Le communiqué a, par ailleurs, rappelé que la société "Sinopec" est présente en Algérie depuis 2002 et exploite avec Sonatrach le gisement de Zarzaitine, dans le cadre d'un contrat d'hydrocarbures signé en mai 2022, sous l'égide de la loi n 19-13 régissant les activités d'hydrocarbures.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET SIDÉRURGIE

Le partenariat Algéro-russe s'intensifie

Récemment consolidées par la signature de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi en juin 2023, les relations de partenariat et d'échanges entre l'Algérie et la Russie abordent une phase d'accélération. Une étape où les séances de travail et de concertation s'accroissent. Récemment c'est dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et la sidérurgie, que les perspectives de coopération se sont accentuées. Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, dans une déclaration à la chaîne russe RT, en marge de sa participation au Forum économique international de Saint-Petersbourg (5-8 juin), a indiqué que cet événement économique était l'occasion pour la délégation algérienne de "voir de près les développements que connaît l'industrie en Russie, en particulier dans le domaine des industries lourdes et pharmaceutique et des énergies renouvelables".

Par Réda Hadi

M. Aoun a précisé que ses rencontres avec des responsables et des chefs d'entreprises russes avaient permis d'examiner les voies et moyens d'intensifier le partenariat, notamment dans la sidérurgie et les industries de transformation et pharmaceutique. Les séances de travail et de concertation s'accroissent, à l'image de celle tenue en marge de ce Forum, où le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, a eu l'opportunité de présenter les nouveaux arguments économiques, notamment ceux liés au secteur de l'industrie. Une rencontre qui vise, selon le minis-

tère de l'Industrie, à «faire le point sur l'ensemble des accords conclus entre les deux pays après la visite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'année dernière, en Russie, et à renforcer le partenariat et la coopération entre l'Algérie et la Russie». Un point d'ordre des plus importants dans la mesure où il met en avant l'importance qu'accordent les deux parties au niveau d'avancement de la concrétisation des axes convenus dans le cadre d'une nouvelle dynamique. Après avoir salué les grands progrès de la Russie dans l'industrie pharmaceutique, surtout dans la fabrication d'anticancéreux, le ministre a fait savoir qu'un partenariat algéro-russe sera établi pour la fabrication des matières pre-

mières de ces médicaments. Il a également mis en avant les grands progrès réalisés par l'Algérie dans la fabrication de cristaux d'insuline, dans le cadre d'un partenariat concrétisé entre le groupe Saidal et un partenaire russe, précisant que ce projet, dont la première pierre a été posée il y a quelques jours, entrera en production fin 2025. En marge des travaux du Forum économique international de Saint-Petersbourg, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a participé à une séance de travail algéro-russe, au cours de laquelle il a passé en revue les différentes incitations qu'offre l'Algérie aux investisseurs nationaux et étrangers pour la concrétisation de leurs projets dans toutes les filières industrielles.

Le ministre avait mis en avant, à cette occasion, la place qu'occupe le secteur industriel dans la structure de l'économie nationale. Faut dire surtout que cette dynamique a été essentiellement marquée par les ouvertures et les nouvelles dispositions véhiculées à travers un recadrage juridique inédit en matière de facilitations à l'investissement et aux échanges commerciaux. Il faut dire que l'aboutissement à cette configuration de développement approfondie découle de la conclusion de plusieurs accords de partenariats, mais également du renforcement du rythme des visites des opérateurs économiques russes en Algérie, où l'opportunité leur a été donnée d'évaluer les nouvelles opportunités d'échanges

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Sonelgaz envisage d'installer 400 bornes de recharge électriques d'ici fin 2024

Par Mourad A.

La transition énergétique en Algérie est un sujet d'importance croissante, car le pays cherche à diversifier ses sources d'énergies et à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles. La mise en place de bornes de recharge pour véhicules électriques est un élément clé de cette transition. Sonelgaz s'est fixé pour objectif d'installer 1000 bornes de recharge électrique. En 2023, elle a déjà réalisé 300 bornes et prévoit d'en installer 400 autres en 2024, comme l'a indiqué Khalil Hodna, porte-parole de Sonelgaz, lors de son intervention sur une chaîne privée

mardi dernier. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les investissements dans les technologies d'énergie propre atteindront 2 000 milliards de dollars cette année, soit le double de ceux qui sont attendus dans les énergies fossiles. C'est la première fois que les investissements combinés dans les énergies renouvelables et les réseaux électriques surpassent ceux des combustibles fossiles. En Algérie, plusieurs projets solaires ont été lancés, notamment des centrales photovoltaïques à l'échelle industrielle. Des investissements sont également réalisés dans le secteur de l'énergie

éolienne, bien que le développement soit moins avancé que pour le solaire. Selon les chiffres révélés par le porte-parole de Sonelgaz, le pays possède actuellement 20 stations de production d'énergie solaire, dont la plus grande, « El KHENG », se situe dans la wilaya de Laghouat, ainsi qu'une station éolienne, le tout pour une production de 80 à 220 MW. Le projet du siècle consiste à réaliser une station solaire de 3000 MW d'ici fin 2025, avec un objectif à long terme d'atteindre 15 000 MW à l'horizon 2035. Dans cette optique, Sonelgaz a pour mission de réaliser 2000 MW dans un premier temps.

Concernant les bornes de recharge électriques, l'objectif est d'installer 400 bornes d'ici fin 2024, avec une production locale initiée. En effet, Sonelgaz, via sa filiale, SAIEG - Unité de Fabrication de Matériels et Equipements Électriques et Gazières, produit localement ces bornes avec un taux de d'intégration de 56%. Il convient de noter que sous la présidence d'Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie s'engage résolument dans la transition énergétique, avec des projets ambitieux et des politiques favorisant le développement des énergies renouvelables. Bien que des défis persistent, les initiatives actuelles et futures promettent de

transformer le paysage énergétique du pays, le rendant plus durable et moins dépendant des hydrocarbures. Le gouvernement a lancé des plans ambitieux pour augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national. De son côté, le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a affirmé à maintes reprises que la transition énergétique est une priorité stratégique pour l'Algérie, visant à diversifier les sources d'énergie et à réduire la dépendance aux hydrocarbures. Il a également souligné l'importance de développer les énergies renouvelables pour assurer la sécurité énergétique du pays à long terme.

DJELFA

«Saut qualitatif» dans le domaine de l'aquaculture entre 2020 et 2024

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques Ahmed Badani a annoncé, jeudi depuis Djelfa, que son secteur avait enregistré entre 2020 et 2024 un "saut qualitatif" dans le domaine de l'aquaculture, ce qui a permis d'augmenter la production globale annuelle à près de 7.000 tonnes. "Nous avons relevé, entre 2020 à 2024, un saut qualitatif" dans le domaine de l'aquaculture, en eau de mer comme en eau douce, et un développement croissant qui a permis d'augmenter la production globale annuelle à près de 7.000 tonnes", a indiqué M. Badani lors d'une visite de travail dans la wilaya de Djelfa, précisant que "la production devrait atteindre 12.000 tonnes d'ici la fin de l'année, soit une hausse de plus de 5.000 tonnes, soit un taux de croissance de +71%". Durant la même période, plusieurs réalisations et projets productifs ont été recensés dans le

domaine de l'aquaculture en eau douce, avec 55 projets productifs, dont 23 entrés en production entre 2020 et le premier trimestre de 2024, soit un taux de croissance égal à 8,71% par rapport à 2019, outre 16.000 bassins d'irrigation ensemencés de près de 3 millions d'alevins de tilapia, et 22.000 agriculteurs exerçant l'activité d'aquaculture intégrée à l'agriculture, alors que leur nombre ne dépassait pas les 3.300 en 2020. A cette occasion, le ministre a rappelé les incitations et avantages fiscaux prévus par la loi des finances de 2024, visant à encourager l'investissement dans la filière de l'aquaculture, notamment l'exonération des coopératives de pêche et d'aquaculture des impôts sur le bénéfice des sociétés (IBS), l'exonération des droits douaniers et l'application d'un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour l'importation des aliments de l'aquaculture,

outre la réduction du taux d'impôt à hauteur de 9% sur la TVA et de 5% sur l'importation d'alevins et de poissons, et l'institution d'une prime incitative de 50DA/kg de tilapia produit au profit des aquaculteurs. Le ministre a entamé sa visite à Djelfa, depuis le chef-lieu de la wilaya, en écoutant un exposé exhaustif sur les indicateurs socio-économiques de l'activité aquacole dans la wilaya qui dispose de 168 bassins d'irrigation agricole exploitable dans le domaine de l'aquaculture, en sus de cinq (5) projets réalisés en aquaculture ayant été ensemencés avec 69.000 alevins de tilapia. Par la suite, M. Badani a présidé la cérémonie de signature par la Direction de wilaya de la pêche et des productions halieutiques de trois conventions de coopération avec respectivement l'université de Djelfa, la direction des services agricoles, ainsi que la direction de la formation et de

l'enseignement professionnels de la même wilaya. Dans la commune de Dar Chioukh, M. Badani a inspecté une ferme aquacole en eaux douces qui contient 29 bassins hydriques d'une capacité d'accueil de plus de 400.000 alevins de tilapia et 200.000 alevins de poissons d'ornement. La ferme renferme également un incubateur, dont la capacité de production peut atteindre 10.000 unités de poissons d'eaux douces dans l'année, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. Dans la commune d'Ain Oussara, le ministre a inspecté une ferme aquacole intégrée à l'agriculture, et a supervisé l'opération d'ensemencement de 50.000 alevins de tilapia, avant de s'enquérir dans la même commune d'un projet d'unité de fabrication d'aliments pour poissons, dont la capacité de production atteint 6.000 tonnes d'aliments annuellement.

JEUNESSE

Hammad préside une rencontre nationale des directeurs des centres de loisirs et de divertissement pour jeunes

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad a présidé, jeudi à Alger, l'ouverture des travaux de la rencontre nationale des Directeurs et gestionnaires des centres de loisirs et de divertissement pour jeunes, dans le cadre des préparatifs du lancement des camps pour enfants de la communauté nationale à l'étranger, du grand Sud et des hauts plateaux, au profit de 32.000 enfants. A cette occasion, M. Hammad a appelé à la nécessité de réunir les conditions nécessaires pour un meilleur accueil de ces enfants, soulignant que 2.000 enfants de la communauté nationale résidant à l'étranger seront accueillis cet été, en plus de l'affectation de vols pour les enfants du grand Sud, ainsi que la mise à disposition de moyens de transport tels que les trains et les bus pour les transporter vers les camps de vacances d'été, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il a ajouté que les camps d'été sont une occasion de rencontres entre les jeunes Algériens de différentes régions du pays et ceux de la communauté nationale à l'étranger, soulignant que les réalisations de l'Algérie en faveur de ses enfants font d'elle "l'un des pays en tête de liste des nations ayant enregistré des résultats positifs en atteignant les objectifs de développement durable, en particulier ceux liés à la protection de l'enfance". Ces réalisations "reflètent les politiques nationales et les mesures incitatives et innovantes visant à accroître la compréhension des questions liées à l'enfance, garantissant ainsi leurs droits et favorisant leur intégration dans la société, à même de réaliser l'équilibre et l'harmonie au sein de cette catégorie", a poursuivi le ministre.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

MINISTÈRE DU COMMERCE

Zitouni donne des instructions pour intensifier le suivi de terrain des marchés

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a donné des instructions, jeudi lors d'une réunion d'évaluation avec les directeurs régionaux, pour l'intensification du suivi de terrain afin d'assurer un approvisionnement régulier des marchés, indique un communiqué du ministère. Lors d'une réunion d'évaluation qu'il a présidée au Palais des expositions à Alger, M. Zitouni a affirmé l'importance de "veiller à un suivi périodique pour réguler le marché et assurer son approvisionnement, à travers la coordination avec toutes les wilayas concernées, parallèlement au renforcement du contrôle par les directions régionales, en vue d'assurer une bonne gestion de la structure publique". Le ministre a également donné des orientations pour "la réalisation d'études périodiques de terrain dans le but de recenser les besoins des marchés locaux en denrées de première nécessité, et partant établir un tableau de bord sur la base d'indicateurs réels". M. Zitouni a insisté, en outre, sur la nécessité de formuler des propositions de projets d'investissement commerciaux, susceptibles de concourir à la création d'emplois et

à stimuler l'activité commerciale dans les wilayas, selon les caractéristiques de chaque région, dans le cadre du renforcement des atouts économiques de chaque direction régionale. Aussi, a-t-il appelé à l'évaluation de la performance de chaque direction de wilaya, avec l'élaboration de rapports périodiques contenant des propositions et solutions, insistant dans ce contexte sur l'importance de créer des marchés régionaux lors des saisons de la récolte pour la commercialisation des produits agricoles locaux, en coordination avec les services de wilaya concernés et partant contribuer à la lutte contre la spéculation et le monopole. Le ministre a également évoqué la gouvernance du contrôle de manière "complémentaire" entre les wilayas de la région afin de garantir l'efficacité et la pérennité des enquêtes économiques, soulignant l'importance d'organiser des sessions de formation au profit des agents de contrôle dans le but de moraliser leur travail et d'incarner une nouvelle vision prospective du travail de contrôle sur le terrain. En ce qui concerne l'exportation, M. Zitouni a réaffirmé la nécessité d'accompagner les expor-

tateurs au niveau local et de prendre en charge leurs préoccupations, en élaborant une banque de données contenant les informations des producteurs et des exportateurs au niveau des directions régionales. Il a également souligné la nécessité de poursuivre la dynamique habituelle dans l'organisation des salons régionaux de l'exportation, tels que "Algérie Expo", "Ouest Expo", "Est Expo", "Assihar" et "Mouggar", en accompagnant les startups, les petites et moyennes entreprises, et en collaborant avec le Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ) et l'Observatoire national de la société civile (ONSC) en offrant des facilités matérielles et logistiques en collaboration avec les services de la wilaya. Dans le volet relatif à l'information et à la communication, le ministre a appelé à l'organisation de journées d'information pour sensibiliser les opérateurs économiques à toutes les nouveautés en matière de procédures administratives, tout en soulignant la nécessité d'unifier l'identité visuelle des supports de communication et de s'engager dans la politique de communication définie par le secteur.

CEREFÉ

Clôture du projet de jumelage avec le consortium germano-néerlandais

Le projet de jumelage entre le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) et le consortium germano-néerlandais, lancé en 2023, a été officiellement clôturé, jeudi, avec la réalisation des objectifs tracés, dont le renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles du Commissariat. La cérémonie de clôture s'est déroulée à Alger, en présence des représentants du Premier ministre et du ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, de l'Ambassadeur, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Algérie, de l'Ambassadrice des Pays-Bas en Algérie, du chargé d'Affaires de l'ambassade d'Allemagne en Algérie, du représentant du ministère allemand de l'Economie et de la Protection du climat et d'experts des trois pays. Dans son allocution à l'occasion, le commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, Nouredine Yassaa, a souligné que ce projet qui avait regroupé le CEREFÉ et le ministère fédéral allemand de l'Economie et de la Protection du climat (BMWK), représenté par l'Agence allemande de l'Energie (DENA) et l'Agence néerlandaise pour l'entreprise (RVO), a permis de "renforcer les capacité du CEREFÉ en tant qu'institution pivot et de référence contribuant au développement national et sectoriel des énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique et à l'appui aux transformations structurelles et des réformes nécessaires en vue d'une transition juste, ordonnée et progressive vers un modèle énergétique durable et résilient adapté aux spécificités nationales". Inscrit dans le cadre du programme "Facilité d'appui aux priorités du partenariat entre l'Algérie et l'UE" (FAPP), ce projet a accordé "un intérêt particulier à la complémentarité et à la coordination entre secteurs, à travers le couplage sectoriel et les interactions entre les transferts électriques, thermiques et numériques, en sus du développement intégré du système énergétique en tenant compte des conditions socio-économiques et techniques nécessaires pour augmenter l'introduction des énergies renouvelables dans les approvisionnements en électricité". L'accent a également été mis sur "les mesures nécessaires pour renforcer l'efficacité énergétique et assurer un développement intégré de tous les réseaux d'électricité, de gaz et d'hydrogène et l'amélioration de l'arsenal réglementaire et juridique y afférent et des mécanismes de financement innovés".

Ce projet a contribué, 18 mois durant, au renfor-

cement de l'organigramme du CEREFÉ et ses capacités d'intervention et d'interaction intersectorielle dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées conformément aux normes et pratiques internationales, outre sa contribution à l'élaboration de méthodes modernes adaptées à l'analyse, à la consultation, au suivi, à la veille, à la prospective et à l'évaluation des programmes politiques de transition énergétique, a ajouté M. Yassaa. Evoquant les efforts de l'Algérie dans le domaine des énergies renouvelables, le commissaire a affirmé que le pays avait fait de la transition énergétique une priorité absolue dans le cadre des réformes économiques structurelles opérées ces dernières années, la qualifiant de "facteur clé pour insuffler une dynamique de développement respectant les exigences de l'époque". Pour sa part, le représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Arezki Yahiaoui, a souligné l'importance de la coopération entre l'Algérie et l'UE, ap-

pelant cette dernière à accroître ses investissements dans les projets sectoriels, étant donné que l'Algérie regorge de potentialités considérables dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables. De son côté, le chef de la Délégation de l'UE en Algérie, Thomas Eckert, a affirmé que le projet de jumelage a abouti à "des résultats très positifs, à la faveur de l'action conjointe menée pour renforcer les capacités du CEREFÉ, notamment en matière de prospective et d'analyse". Il a également souligné que l'Algérie et l'UE étaient animées par "une forte volonté de développement dans le domaine des énergies renouvelables", mettant en avant, les importantes potentialités de l'Algérie dans le domaine de l'hydrogène vert. L'ambassadrice du Royaume des Pays-Bas à Alger, Janna Van Der Velde a, quant à elle, affirmé que la coopération avec les partenaires algériens avait été "très fructueuse", permettant de mettre en lumière les capacités de l'Algérie dans le domaine des énergies renouvelables et nouvelles.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS		وزارة الفلاحة والتنمية الريفية MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL			
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 06 جوان 2024 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 Juin 2024					
Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كغ			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	74	86	63	البطاطا
	Tomate	81	93	69	الطماطم
	Oignon sec	74	83	66	البصل الجاف
	Ail sec	392	457	328	الثوم الجاف
	Ail vert	106	119	92	الثوم الأخضر
	Carotte	68	77	59	الجزر
	Navet	105	116	94	لفت
	Poivron	128	142	114	الفلفل الأخضر
	Piment	144	161	126	الفلفل الحار
	Courgette	85	95	74	الكوسة
	Haricot vert	204	224	185	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	135	148	121	الخس
Fruits frais	Pomme locale	443	565	320	التفاح المحلي
	Datte	573	712	435	التمر
	Melon	137	154	119	البطيخ الأصفر
	Pastèque	93	105	80	البطيخ الأحمر
	Banane	330	343	317	الموز
Produits d'origine animale	V viande bovine locale	1686	1825	1547	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	352	365	339	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)
				المنتجات ذات الأصل الحيواني	

MÉDÉA

Plusieurs projets en cours de réalisation à El-Omaria

Plusieurs projets sont en cours de réalisation dans les communes d'Ouled-Brahim et El-Omaria, relevant de la daïra d'El-Omaria, à l'est de Médéa, dans la cadre de la prise en charge des attentes des habitants de ces localités, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya.

Une enveloppe d'un montant de 55 millions de DA a été débloquée pour financer des travaux d'amélioration urbaine au niveau de nombreux quartiers du chef-lieu de la commune d'Ouled-Brahim pour permettre, une fois achevés, d'offrir un meilleur cadre de vie pour les résidents, a-t-on fait savoir.

Et afin d'optimiser la sécurité des usagers de la route et participer au désenclavement de certaines agglomérations urbaines secondaires situées dans la même commune, un projet de réhabilitation d'un tronçon du chemin communal (CC) reliant le chef-lieu de la commune d'Ouled-Brahim à "El-Ayachia" et "Ouled-Salem", a été lancé au début de ce mois, a ajouté la même source.

Un autre projet portant sur l'aménagement en cantine scolaire d'un ancien siège de la garde communale situé dans l'agglomération urbaine secondaire d'Ouled Trif, toujours à Ouled-Brahim, est en cours d'exécution.

Financée sur Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, cette nouvelle cantine scolaire sera mise en



exploitation lors de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on précisé.

Dans la commune d'El-Omaria, des locaux à usage professionnels inexploités et à l'abandon depuis des années, seront transformés en un groupe scolaire.

En outre, deux stades de proximité situés à "Touama" et "El-Mourabidine", ont fait

l'objet de travaux de réhabilitation avec pose de gazon synthétique, à la faveur d'un projet inscrit au profit du secteur de la jeunesse et des sports.

Ces deux structures sportives ont été mises, ce mois de juin, à la disposition des clubs sportifs locaux, ont conclu les services de la wilaya.

Plusieurs foyers d'incendie circonscrits vendredi et samedi

Plusieurs foyers d'incendies qui s'étaient déclarés, vendredi après-midi et samedi matin à travers plusieurs localités de Médéa, ont été circonscrits et des champs de céréales et des habitations ont été protégés des flammes, a-t-on appris, samedi, auprès de la

Protection civile. Trois feux de récoltes enregistrés durant la journée du vendredi dans les communes de Ouamri (ouest), Djouab et Beni-Slimane, à l'est de Médéa, ont été maîtrisés par les unités d'intervention de la Protection civile qui ont, ainsi, réussi à sauver des ré-

coltes de blé en pied s'étendant sur des dizaines d'hectares ainsi que des plantations fruitières cernées par les flammes, a-t-on fait savoir. La Protection civile fait également état de la maîtrise de trois autres foyers d'incendies qui ont eu lieu samedi à Ouamri, Mihoub

(nord-est), Berrouaghia (centre), grâce à la mobilisation de plusieurs engins d'intervention. Des parcelles de céréales, des arbres fruitiers et des habitations situés à proximité de ces foyers d'incendie ont pu être sauvés à temps, a-t-on souligné de même source.

LAAZIZ FAID

« La Douane, un pilier du secteur des Finances »

La Direction générale des Douanes s'emploie à renforcer ses relations avec la justice et à examiner les problématiques conjointes à travers plusieurs réunions bilatérales, a affirmé le ministre des Finances, Laaziz Faïd.

S'exprimant lors de la rencontre nationale Douane-Justice, le ministre a souligné que ces réunions ont abouti à plusieurs recommandations définissant le cadre général de la mise en place d'une coordination entre les deux corps dans l'objectif de traiter diverses questions pratiques et juridiques.

Ces réunions ont permis de solutionner plusieurs questions soulevées dans le domaine des litiges douaniers, ajoute Laaziz Faïd, soulignant que les « résultats de ces réunions sont un précieux outil pour la révision des textes législatifs et réglementaires ».

Rappelant que l'Administration des douanes algériennes « est l'un des piliers du ministère des Finances », le ministre a indiqué que le corps « joue un rôle important dans l'approvisionnement du trésor public en ressources fiscales », tout en contribuant à la protection de l'économie nationale et des citoyens, outre l'attraction des investissements, la lutte contre la corruption, et par conséquent la construction de l'économie.

Il a, en outre, affirmé que cet organe joue un rôle important dans l'élaboration de la politique générale du pays, dans son volet économique, et dans la mise en œuvre du plan d'action du gouvernement, qui s'appuie sur la contribution efficace des douanes algériennes, étant l'un des piliers fondamentaux de l'économie nationale, notamment en instaurant les cadres nécessaires pour encourager le produit.

Dans ce cadre, le ministre a souligné qu'au vu de ses missions de sécurité grâce à la présence de ses agents aux postes frontaliers, la Douane mène, également, la lutte contre toutes formes de fraude, de contrebande et des divers crimes. De par ses missions, l'administration des Douanes est tenue de travailler en étroite coordination avec les différents secteurs et institutions de l'État dans un cadre participatif fondé sur l'échange de connaissances et d'expertises.

Quant au secteur de la justice, le ministre a souligné qu'il a réalisé de grands progrès dans de nombreux domaines afin d'être au diapason des mutations que connaît la société algérienne.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR/PÊCHE

Signature d'un accord-cadre de coopération

Un accord-cadre de coopération a été signé jeudi à Alger entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, en vue de renforcer la formation dans le secteur de la pêche.

L'accord-cadre a été signé par le Secrétaire général (SG) du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhakim Bentellis, et le SG du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Mohamed Bengrina, en présence des cadres des deux secteurs.

A cette occasion, un accord a également été signé entre l'Université de la formation continue (UFC) et la Direction de la formation, de la recherche et de la vulgarisation (DFRV) au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques.

Dans une allocution à cette occasion, M. Bentellis a indiqué que "le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a adopté une approche fondée sur le rapprochement du milieu socio-économique, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique reposant sur la formation qualitative et la recherche scientifique appliquée".

Dans ce sens, il a souligné que le secteur avait adopté une politique ayant permis à l'université de s'ouvrir à tous les secteurs et de créer l'université-pôle qui assure des spécialités pointues.

Concernant la pêche, le SG du ministère de l'Enseignement supérieur a mis en avant la nécessité d'établir des partenariats avec ce secteur en raison de son importance pour la sécurité alimentaire.

Pour sa part, M. Bengrina a relevé que le partenariat entre les deux secteurs étaient

à même de créer un environnement économique avantageux basé sur la formation, la recherche scientifique et l'innovation pour réaliser le décollage économique.

Le SG du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques a affirmé, dans ce cadre, la hausse du nombre d'étudiants relevant des différents établissements de son secteur ayant suivi des formations, faisant état d'une augmentation de 19% lors de l'année 2023/2024.

Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de signature, le recteur de l'Université de la formation continue (UFC), Yahia Djaafri a fait savoir que cette "étape vient encadrer et promouvoir les ressources humaines du secteur tout en répondant à ses besoins en termes de formation".

M. Djaafri a révélé la création de quatre

(4) spécialités proposées parmi les offres de l'UFC liées au secteur de la Pêche, à savoir l'aquaculture dans les eaux douces, les sciences de la navigation et de la pêche, aquaculture marine, et l'électromécanique maritime, ajoutant que l'UFC prendra en charge l'aspect théorique alors que le secteur de la Pêche s'occupera du volet pratique via des stages pour le transfert du savoir-faire.

Les deux accords portent également sur la prise en charge de la formation en matière de promotion et de qualification pour répondre aux besoins du secteur.

Par ailleurs, l'inspecteur général du ministère de la Pêche, Farid Harouadi a précisé que l'extension du secteur nécessitait de nouvelles offres de formation au niveau de l'université notamment en aquaculture afin de booster la production et la rentabilité.

TRANSPORT AÉRIEN

Inauguration de la nouvelle ligne aérienne El Méniaâ-Constantine

La nouvelle ligne aérienne El Méniaâ/Constantine a été inaugurée vendredi, a-t-on appris auprès des services de la wilaya d'El Méniaâ. Assurée par la flotte de la compagnie aérienne nationale Air Algérie, cette nouvelle desserte aérienne donnera une nouvelle dynamique au mouvement des passagers vers les deux wilayas, et renforcera également le tourisme interne en Algérie, en sus de faciliter les conditions de déplacement des travailleurs et des investisseurs, a indiqué le wali, Benmalek Mokhtar, lors de l'inauguration de ce premier vol.

"Des efforts sont déployés en coordination avec les pouvoirs publics pour programmer et ouvrir une autre nouvelle ligne aérienne reliant les wilayas d'El Méniaâ et d'Oran", a ajouté le même responsable.

De son côté, le directeur des Transports de la wilaya, Bouchama Hocine, a déclaré à l'APS que ce premier vol est inscrit au titre des vols supplémentaires programmés au niveau national, dans le cadre des efforts de désenclavement des régions du Sud du pays, et qui permettra aussi de donner une nouvelle dynamique au mouvement de passagers entre les deux wilayas.

Des passagers, interrogé par l'APS, ont salué l'ouverture de ce nouveau vol, qui assurera le confort et les bonnes conditions de voyages, et permettra d'éviter les longs trajets.

BOUIRA

Inauguration de structures de récupération et de recyclage des déchets

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a procédé jeudi à Bouira à l'inauguration de projets relevant de son secteur, dont une unité de fabrication de machines destinées à la récupération et la valorisation des déchets en plastique ainsi que de ceux de pneumatique.

Au début de sa visite, la ministre a inauguré dans la ville de Bouira, une unité de fabrication de machines automatiques de récupération et de valorisation des déchets en plastique et de pneumatique, laquelle, selon les responsables de cette entreprise, "œuvre à la généralisation de ces machines à travers les différentes villes du pays".

"Il s'agit d'une unité première du genre en Algérie, elle produit des machines qui permettent de récupérer des déchets en plastiques et de pneumatique, ce qui crée une dynamique entre les industriels, les citoyens et les entreprises de recyclage dans le cadre de l'économie circulaire", a expliqué à la presse Mme Dahleb.

Pour assurer une transition vers une économie circulaire, la ministre a rappelé l'adoption en mai dernier par le gouvernement d'un projet de loi modifiant la loi 01-19 du 12 décembre 2001, relative à la gestion des déchets.

Ce projet de loi porte sur la modification de certaines dispositions, notamment, ce qui a trait à la révision des méthodes de traitement, à l'enrichissement du volet lié à la valorisation des déchets, particulièrement les déchets organiques, à l'introduction de restrictions sur l'utilisation des plastiques à usage unique, et au renforcement du contrôle.

Il s'agit, selon la ministre, de "consacrer le principe de responsabilité en tant que mécanisme de la politique environnementale visant à éviter les effets néfastes des déchets, en impliquant les producteurs dans la gestion des déchets, en particulier ceux issus des emballages".

"Ce projet de loi peut mettre en œuvre sur le terrain des projets permettant la récupération, la valorisation et le recyclage des



déchets pour les transformer en matières premières", a-t-elle ajouté. Mme Dahleb a réaffirmé, à l'occasion, la volonté de son ministère d'œuvrer "sans relâche" à mettre en œuvre les instructions du président de la république, M. Abdelmadjid Tebboune, pour encourager les petites entreprises et les start-up activant dans le domaine du recyclage des différents types de déchets.

Au cours de sa visite, la ministre s'est rendue dans la commune d'Ahnif (Est de Bouira), où elle a inauguré une station de traitement de déchets au Centre d'enfouissement technique de cette commune.

"D'une capacité de traitement de 80 M3/jour de déchets, cette station traduit également les efforts du secteur visant à créer une véritable dynamique sur le terrain pour protéger l'environnement face aux effets néfastes des déchets et des ordures", a-t-elle dit.

Dans la localité de Toghza, relevant de la commune de Chorfa, toujours à l'est de

Bouira, Mme Dahleb a inauguré une unité privée spécialisée dans la production d'engrais organiques naturels. Sur place, la ministre a vivement salué les efforts de cet investisseur privé avant de lui réaffirmer son soutien afin qu'il surmonte tous "les obstacles" freinant l'évolution du projet.

A la fin de sa visite, Mme Dahleb s'est rendue dans la commune d'El Hachimia (Sud-ouest de Bouira), où elle a visité une autre unité industrielle de recyclage de pneus, un projet déjà opérationnel depuis plusieurs mois.

"C'est une unité industrielle de recyclage de pneus d'une capacité de 10.000 Tonnes/an, et extensible à 20.000 tonnes/an", a expliqué à l'APS le patron de l'entreprise, Mohamed Damou.

"Cette unité, qui est un investissement d'un milliard de dinar, a généré plus de 50 postes d'emploi pour les jeunes de la région de Bouira", a précisé M. Damou en marge de la visite.

STRESS HYDRIQUE ET GESTION DE L'EAU

Le plan d'action de Bordj Bou Arreridj

Face aux problématiques liées au stress hydrique, un défi majeur en 2023, les autorités de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont mis en œuvre une multitude de solutions d'urgence pour satisfaire les besoins en eau des populations.

Une panoplie de projets hydrauliques, abandonnés depuis près de vingt ans, notamment dans les daïras de Mansoura, Bordj Zemoura, Rass El Oued, Bir Kasdali, Medjana et le chef-lieu, ont ainsi été relancés.

Le wali Kamel Nouicer a inspecté, une dizaine de ces chantiers achevés ou en cours à Medjana, Hasnaoua, Aïn Tassera, Ouled Braham, Rass El

Oued et Tixter. L'objectif étant d'améliorer l'accès à l'eau potable dans une approche de gestion intégrée des ressources hydrauliques. Parmi les localités bénéficiaires, Bordj Bou Arreridj même, qui souffrait d'une pénurie chronique ces dernières années.

Ce vaste plan de rattrapage s'inscrit dans la stratégie d'urgence décidée par le gouvernement pour remédier au stress hydrique dans le pays. À l'occasion de cette inspection des projets hydrauliques, le wali Kamel Nouicer a présenté aux autorités locales et aux citoyens l'approche adoptée pour élaborer une stratégie à long terme visant à assurer la sécurité hy-

drique des populations, en zones urbaines et rurales, ainsi que celle de l'économie locale. Un large éventail de solutions est d'ores et déjà envisagé : exploitation des eaux souterraines, augmentation du stockage dans les réservoirs et transferts d'eau entre bassins.

Le wali a insisté sur l'impératif de lancer un appel à la mobilisation collective des élus, citoyens et société civile pour une utilisation rationnelle de l'eau potable.

Le temps fort de cette visite a été l'annonce par le chef de l'exécutif de la publication prochaine d'un appel d'offres national pour l'alimentation

en eau potable de la wilaya à partir du barrage d'El Maouina (Sétif). Une autre option étudiée est le renforcement des capacités de stockage du barrage d'Aïn Zada qui alimente déjà Bordj Bou Arreridj. Selon le chef de l'exécutif, ce projet de transfert d'eau, approuvé par le gouvernement, sera « la solution définitive » au problème d'approvisionnement dans la wilaya.

Inscrit dans le plan directeur national du secteur, il bénéficiera d'une enveloppe de 480 milliards pour la réalisation d'un réseau de plus de trente kilomètres et l'acquisition des équipements.

INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

Un pantouflage financé sur fonds publics

Un programme du Pentagone envoie des officiers militaires travailler pendant un an pour les plus grandes sociétés de défense, de technologie et de finance. Ces personnes font ensuite leur rapport au ministère de la Défense, ce qui contribue à placer les intérêts des entreprises au cœur même de la stratégie militaire américaine.

2^e partie et fin

Freddy Brewster (*)

Les chercheurs de l'université Brown ont constaté que le ministère de la Défense a dépensé plus de 14 000 milliards de dollars depuis l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis et ont averti que « les estimations exagérées des défis militaires posés par la Chine sont devenues la nouvelle justification de choix pour maintenir le budget du Pentagone à des niveaux historiquement élevés ». En outre, une enquête menée en 2023 par le Government Accountability Office [Organisme d'audit, d'évaluation et d'investigation du Congrès des États-Unis, NdT] a révélé que le département de la défense ne disposait pas de systèmes de données et de comptabilité fiables pour identifier « les gains d'efficacité et les économies potentielles entre les exigences de service sur des contrats totalisant des milliards de dollars ». Certains boursiers du programme ont plaidé pour que le ministère de la Défense, le Congrès et d'autres agences assouplissent les restrictions sur les ventes d'armes internationales. Un boursier de Northrop Grumman en 2012, puis un boursier de Lockheed Martin en 2018, ont recommandé au ministère de la Défense d'envisager de réviser le Règlement sur le trafic international d'armes, qui régit les ventes et les exportations d'équipements militaires vers les pays étrangers. Lockheed Martin a fait pression sur le Congrès au sujet de la réglementation sur le trafic international d'armes en 2008, selon les données de lobbying. D'autres fabricants d'armes, dont Raytheon et Textron Systems, qui ont parrainé des boursiers, ont également fait pression sur le ministère de la défense et le Congrès en ce qui concerne les politiques de vente de matériel militaire à l'étranger, selon les informations communiquées. Le rapport de l'Institut Quincy a révélé que la « société la plus intéressée » cherchant à assouplir les restrictions sur les ventes d'armes était la Société européenne de défense aéronautique et spatiale, aujourd'hui connue sous le nom d'Airbus. Le boursier 2010 d'Airbus a exhorté le ministère de la défense à travailler avec le Congrès et le département d'État pour assouplir les restrictions sur les ventes militaires à l'étranger et modifier les « critères pour lesquels des licences d'exportation sont requises », indique le rapport. L'année suivante, Airbus a fait pression sur le département de la Défense, l'armée de l'Air, l'armée de Terre, la Marine, le Congrès et d'autres agences fédérales



sur les « ventes militaires à l'étranger », la « loi sur le contrôle des exportations d'armes » et d'autres questions.

Mauvaise éthique, néocons et poursuites judiciaires

Le programme du SDEF commence par une séance d'orientation de trois semaines au cours de laquelle sont intervenus des orateurs de droite et d'idéologie néoconservatrice, dont certains ont contribué à l'élaboration de la politique étrangère désastreuse de l'administration de George W. Bush. Le programme du SDEF commence par une session d'orientation de trois semaines au cours de laquelle sont intervenus des orateurs de droite et d'idéologie néoconservatrice. Steven Emerson, le tristement célèbre fondateur du Projet d'investigation sur le terrorisme, un organisme de recherche à but non lucratif axé sur les « groupes terroristes islamiques radicaux » qui aurait placé des informateurs dans un groupe de défense des musulmans basé dans l'Ohio en 2021, a pris la parole à au moins quatre reprises dans le cadre du programme d'orientation. Lors de l'une de ces interventions, Emerson a donné une conférence intitulée « The Stealth Jihad : L'infiltration du fondamentalisme radical ». « Deux jours après le discours d'Emerson lors de l'orientation 2011 du SDEF, le néo-nazi Anders Behring Breivik a tué 77 personnes lors d'un attentat terroriste en Norvège. Son manifeste citait Emerson à deux reprises », note le rapport de l'Institut Quincy. Un grand nombre des entreprises dans lesquelles les boursiers ont été placés ont

fait l'objet de poursuites judiciaires de la part du ministère de la Justice, notamment pour avoir présenté de fausses demandes de paiement au Pentagone, comme nous l'avons constaté. L3Harris Technologies, un fabricant d'équipements de communication, a accepté de payer près de 22 millions de dollars pour mettre fin aux allégations selon lesquelles il aurait « sciemment soumis [...] de fausses réclamations au ministère de la Défense en incluant dans des propositions de contrat le coût de certaines pièces à deux reprises », a annoncé le ministère de la Justice en 2023. L3Harris a également versé 13 millions de dollars pour répondre aux allégations de violation des lois sur le trafic d'armes en 2021, l'année même où l'entreprise a parrainé deux boursiers du programme. Lockheed Martin a accepté de payer près de 18 millions de dollars pour répondre à de multiples accusations selon lesquelles elle aurait violé la loi fédérale en soumettant des contrats gouvernementaux frauduleux. Pratt & Whitney, une filiale du fabricant d'armes Raytheon, a accepté de payer plus de 52 millions de dollars pour mettre fin à des accusations de vente de pièces de moteur d'avion défectueuses. La société 3M, qui fabrique divers produits comprenant notamment des outils dentaires et des Post-it, a accepté de payer 6 milliards de dollars en 2023 pour régler près de 260 000 actions en justice intentées par d'anciens et d'actuels militaires affirmant avoir subi une perte d'audition due à des protections auditives défectueuses vendues par la société 3M au ministère de la Défense. En outre, le ministère de la défense a envoyé des boursiers dans des entreprises

au cœur de la crise financière de 2008 et de l'épidémie d'opioïdes, notamment Morgan Stanley, JPMorgan et McKinsey & Company. Les vétérans militaires ont été particulièrement touchés par la crise financière de 2008, et les décès par overdose d'opioïdes des vétérans militaires ont augmenté de plus de 50 % entre 2010 et 2019. Le ministère de la Défense a également envoyé un boursier travailler avec Enron alors que la société était plongée dans un scandale comptable qui a finalement conduit à sa faillite et à l'inculpation de certains de ses dirigeants. Dans son rapport écrit de 2001, l'expert d'Enron a indiqué que certaines de ses recommandations provenaient de membres du personnel d'Enron, mais le rapport Quincy a constaté qu'il n'avait pas divulgué cette information lors de sa présentation aux hauts responsables du Pentagone. Les chercheurs de l'Institut Quincy ont déclaré qu'ils n'avaient trouvé que des preuves de la mise en œuvre par le ministère de la défense de l'une des politiques recommandées par les boursiers du programme au fil des ans, à savoir l'élargissement de son travail avec les entrepreneurs privés. Pour répondre à leurs préoccupations concernant le programme SDEF, les chercheurs de l'Institut Quincy recommandent au ministère de la défense d'envisager des restrictions postérieures à l'emploi pour les boursiers, qui les empêcheraient de travailler pour les mêmes entreprises que celles où ils ont été affectés. Les auteurs nous ont dit qu'une telle règle contribuerait à empêcher le pantouflage entre les institutions publiques et les entreprises privées, qui a permis à près de la moitié des boursiers du programme de travailler ensuite pour des entreprises travaillant pour le gouvernement. « Le programme SDEF est devenu une méthode fiable permettant aux entreprises de déguiser des aspirations politiques intéressées en recommandations utiles pour le ministère de la défense », écrivent les chercheurs. « Si ce programme doit se poursuivre, (le ministère de la défense) doit agir avec force pour traiter et minimiser les conflits d'intérêts troublants intégrés dans (le programme). »

(*) Journaliste indépendant et a été publié dans le Los Angeles Times, NBC News, CalMatters, le Lost Coast Outpost et d'autres publications en Californie.
Source : Jacobin, Freddy Brewster, 23-04-2024
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE

Le ministre de l'Education se réunit avec des hommes d'affaires

Le ministre de l'Education nationale et de la Réforme du Système éducatif, M. Mokhtar Ould Dahi, a tenu, jeudi à Nouakchott, une réunion avec le président de la fédération du patronat mauritanien et l'office des importateurs de vêtements au sujet de la fourniture d'uniformes scolaires. La réunion fut l'occasion pour le ministre d'exhorter les commerçants à importer des quantités d'uniformes scolaires au plus tard quatre mois avant l'ouverture de l'année scolaire, conformément aux spécifications convenues. Il a précisé que le port de l'uniforme scolaire est obligatoire pour tous les élèves mauritaniens à partir d'octobre 2024. Le président de l'Union du patronat mauritanien, M. Mohamed Zeine El Abidine Ould Cheikh Ahmed, a indiqué que les commerçants fourniront les uniformes scolaires à temps conformément aux spécifications convenues.

MÉGAPROJETS EN TUNISIE

Créer des effets d'entraînement pour l'économie nationale

Hautement stratégiques pour le pays, les mégaprojets urbains en suspens, dont la reprise de leur réalisation serait imminente, vont marquer la capitale du sceau de la modernité et métamorphoser son visage. La Tunisie, qui a pour ambition de renforcer ses activités industrielles, commerciales et de services, mise sur le développement de ses infrastructures de transport, touristiques, financières...

Ces grands projets, suspendus depuis plusieurs années, vont créer des effets d'entraînement pour l'économie nationale, notamment en termes de revenus dans les secteurs stratégiques ainsi que dans la création de plusieurs milliers d'emplois. Avec autant de projets structurants, la capitale, qui vit au rythme des mutations, va se transformer en métropole de la Méditerranée. À regarder de près l'ensemble des grands projets à réaliser en Tunisie, dans les prochaines années, on peut déceler clairement l'objectif prioritaire de la Tunisie. Chacun des projets promus vise, en effet, la concrétisation d'une des ambitions du pays. Que ce soit dans les domaines touristique, immobilier, hôtelier, des finances, d'affaires ou encore dans le domaine sanitaire.

Relever le défi de l'emploi

Tous les investissements proposés à la Tunisie, et qui ne sont pas des moindres, ont été orientés vers la concrétisation de la vision et la mise en œuvre du concept défini par la Tunisie pour plus de progrès

et de bien-être partagé. Tout d'abord, la Tunisie cherche à augmenter le taux de croissance, nécessaire, voire impérative pour la création d'environ un million d'emplois au cours des prochaines années. Les mégaprojets promus en Tunisie par une nouvelle génération d'investisseurs permettront de booster la croissance et de relever les défis, entre autres, celui de l'emploi. Car l'impact économique de ces projets sur l'économie tunisienne est considérable, notamment au niveau de la création d'emplois et de la dynamisation de l'activité économique. Faut-il rappeler que pour les grands projets programmés bien avant la révolution et qui sont toujours en suspens, une enveloppe globale d'IDE d'environ 72 milliards de dinars a été mobilisée uniquement pour la réalisation du Port de la Méditerranée, promu par la Société émiratie «Sama Dubai», au Lac Sud de Tunis. Ce projet devra offrir pendant sa réalisation près de 50.000 emplois directs et environ 350.000 emplois après l'achèvement des travaux. Le plan d'aménagement dudit projet renferme la construction de 16 unités de bâtiments sur

une superficie de 470.000 mètres carrés pour un coût d'investissement de l'ordre de 1.300 milliards de dinars. La finalité est de transformer les côtes nord de la Tunisie en une destination touristique, commerciale, financière, technologique, d'habitation et de santé internationale.

Un concept, une vision

Autre projet non moins important, l'Hôpital du Roi Salman à Kairouan: un projet annoncé depuis 2015, suscitant plusieurs polémiques liées principalement à la lenteur ou encore à une immobilité d'exécution. Financé par l'Arabie saoudite à raison de 85 millions de dollars (près de 270 millions de dinars), ce projet n'a pas vu le jour depuis 2015. Un projet d'envergure qui bénéficiera à environ 600.000 habitants de la région et plus de 3 millions de citoyens vivant dans les gouvernorats limitrophes de la capitale des Aghlabides, restés dans l'expectative depuis cette date et dans l'espoir de bénéficier d'une structure hospitalière digne de ce nom.

EGYPTE

Telecom Egypt fait atterrir un nouveau câble sous-marin en Egypte

Par sa position géographique, à cheval sur trois continents, l'Egypte est une destination privilégiée pour les propriétaires de câbles sous-marins. Telecom Egypt veut en profiter pour devenir le leader des services de connectivité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La société publique Telecom Egypt et l'opérateur de câbles sous-marins SubCom ont annoncé, le mercredi 5 juin, l'atterrissage en Egypte du

câble sous-marin à fibre optique IEX. D'une longueur de 10 000 km, l'infrastructure relie l'Inde à l'Europe. L'initiative devrait permettre aux partenaires impliqués de proposer à leurs clients des services plus avancés et de grande capacité pour répondre à la demande croissante en connectivité à haut débit. L'IEX est le quinzième câble sous-marin à fibre optique international auquel l'Egypte se connecte. Tele-

com Egypt a aussi plusieurs contrats en cours avec des partenaires pour l'atterrissage de nouveaux systèmes dans le pays. En janvier dernier, l'opérateur historique s'est accordé avec NaiTel pour construire un câble sous-marin à fibre optique reliant l'Egypte et la Jordanie. En octobre 2023, il avait signé un protocole d'accord avec la société hongroise 4iG pour établir une connexion entre l'Egypte et l'Albanie.

Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la volonté de l'opérateur historique de s'ériger en référence internationale dans la fourniture de services de connectivité à haut débit, notamment dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Profitant de la position unique de l'Egypte entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie, la société attire les collaborations avec les principaux acteurs du secteur en ce qui concerne les infrastructures interna-

tionales comme les câbles sous-marins ou les centres de données. « Notre mission est de développer notre infrastructure conformément aux dernières technologies et aux normes internationales, tout en proposant des offres commerciales distinctives et compétitives à nos partenaires et à nos clients, tant au niveau local qu'international », a déclaré Mohamed Nasr, directeur général de Telecom Egypt.

ARABIE SAOUDITE

105 avions commandés à Airbus

La troisième édition du Future Aviation Forum à Riyad organisé par l'Autorité générale de l'aviation civile saoudienne (GACA) et le Ministère saoudien des Transports, a accueilli plus de 30 ministres, 77 dirigeants de l'aviation civile, des PDG de compagnies aériennes et 7 000 experts du secteur issus de plus de 120 pays. Les deux premiers jours du forum ont vu la signature de plus de 102 contrats et accords d'une valeur totale supérieure à 20 Md USD, dont un majeur

entre Saudia Group et l'entreprise française Airbus pour la fourniture de 105 appareils. Parmi ces accords, on retrouve aussi un certain nombre de MoU signés par la GACA pour des services de transports aériens avec des pays comme la Lituanie, l'Albanie, l'Ouzbékistan, le Mozambique, le Cambodge, etc. Le forum a également été l'occasion pour l'Arabie saoudite de révéler plus de 100 Md USD d'opportunités de contrats sur son territoire : les aéroports représenteront plus de 50 Md

USD, les commandes de nouveaux avions environ 40 Md USD, tandis que les 10 Md USD restants seront affectés à d'autres projets, dont 5 Md USD dans des zones logistiques spéciales autour des principaux aéroports de Riyad, Djeddah et Dammam. La GACA a également lancé la première édition de son rapport sur le secteur de l'aviation en Arabie saoudite, qui met en évidence la contribution du secteur au PIB du pays à hauteur de 53 Md USD en 2023, dont 21 Md USD par le biais des activités aé-

riennes et 32 Md USD par le domaine du tourisme. Le secteur est aussi à l'origine de 241 000 emplois dans l'aviation civile et environ 717 000 emplois dans le tourisme. L'aéronautique a donc représenté 10 % de la valeur ajoutée brute non pétrolière de l'Arabie saoudite en 2023. Enfin, la stratégie nationale de transport et de logistique de l'Arabie saoudite vise à augmenter la contribution du secteur au PIB total à 10 % d'ici 2030, contre 6 % actuellement en 2023.

GUINÉE

Nouvelle raffinerie de bauxite en projet

La Guinée est le 2ème producteur mondial de bauxite, mais ne dispose que d’une raffinerie pour transformer le minerai. Pour accroître la valeur créée localement, les autorités insistent depuis des mois pour que les producteurs développent des raffineries.

La Guinée aurait signé un accord contraignant pour la construction d’une raffinerie de bauxite, selon deux sources du ministère des Mines citées par Reuters, qui évoque une filiale d’Emirates Global Aluminium (qui a exporté environ 14 millions de tonnes de bauxite guinéenne en 2022), ainsi qu’Aluminium Corporation of China (Chinalco) comme partenaires du projet. L’usine, dont le coût est estimé à environ 4 milliards USD, présentera une capacité de 2 millions de tonnes par an, et livrera annuellement 1,2 million de tonnes d’alumine.

Elle devrait entrer en service d’ici septembre 2026. Ce projet répond à l’insistance du gouvernement guinéen, qui appelle depuis 2021 les producteurs de bauxite actifs sur son territoire, à transformer localement le minerai d’aluminium. Pour l’instant, une seule usine y est en activité, la raffinerie Friguia du géant russe de l’aluminium Rusal. Au cours des derniers mois, les négociations se sont intensifiées, avec l’annonce en mars 2024 d’un projet similaire par Alteo Refinery Guinea. De nouveaux chantiers d’usine pourraient être annoncés prochainement.

Cependant, différents challenges restent à relever pour garantir le fonctionnement et la viabilité économique de ces projets. Le plus évident reste l’accès à l’énergie, dans un pays où seulement 46,8% de la population avait accès à l’électricité en 2021, selon les dernières données de la Banque mondiale. Si la Guinée arrive à impulser une véritable industrialisation dans les mines, le pays devrait accroître la contribution de ce secteur à l’économie. Pour rappel, le secteur minier représente plus de 90% des exportations et 21% du PIB guinéen à fin 2021, selon le FMI.

NIGERIA

FCMB-TLG Private Debt, premier fonds de dette privée libellé en naira

En préparation depuis 3 ans, le fonds FCMB-TLG Private Debt est enfin lancé. Il prévoit de lever jusqu’à 100 milliards de nairas à investir dans des entreprises viables et à fort impact au Nigeria. Au Nigeria, le tout premier fonds de dette privée libellé en naira, la monnaie locale, a été lancé le jeudi 6 juin 2024. Dé-

nommé FCMB-TLG Private Debt Fund, il est cogéré par la firme d’investissement TLG Capital basée à Londres et le gestionnaire de fonds nigérian FCMB Asset Management Limited. Le fonds cherche à lever 100 milliards de nairas en plusieurs étapes, dont une première de 10 milliards de nairas, auprès d’investisseurs institutionnels et particu-

liers fortunés. FCMB-TLG Private Debt Fund utilisera cette ressource pour constituer un portefeuille diversifié de crédit axé sur des activités commerciales viables et à fort impact au Nigeria. « Avec la croissance rapide du Nigeria, les deux prochaines décennies regorgent d’opportunités [...] Nous doublons notre engagement au Nigeria à tra-

vers le FCMB-TLG Private Debt Fund », a assuré Zain Latif, cofondateur de TLG Capital. En préparation depuis 3 ans, ce fonds a officiellement été créé en mai 2024. Sur sa page LinkedIn, Zain Latif indique que TLG Capital a structuré 17 transactions en Afrique d’une valeur de 100 millions \$, depuis 2018.

SÉNÉGAL

Lancement d’une bergerie de 29 millions \$ à Boulal

Au Sénégal, le cheptel ovin est le plus important dans l’élevage de bétail devant les caprins et les bovins. La filière est très sollicitée pour la fourniture de viande durant les fêtes religieuses comme la Tabaski. Au Sénégal, une bergerie a été mise en service le 6 juin à Boulal au nord-ouest du pays. D’un coût total de 17,9 milliards Fcfa (29,3 millions \$), l’installation comprend 20 enclos qui sont en mesure de contenir plus de 4 000 têtes de moutons, un hangar et un magasin de stockage d’aliments pour le bétail.

Selon les informations relayées par l’Agence de presse sénégalaise (APS) ce projet a été cofinancé par le gouvernement, le Fonds Lives and Livelihoods (LLF) de la Banque islamique de développement (BID) et le Projet de développement durable des exploitations pastorales du Sahel (PDEPS). « Cette installation va permettre d’aménager 130 unités pastorales, d’améliorer les ressources fourragères, l’accès aux intrants alimentaires, d’optimiser la chaîne de valeur des petits ruminants, et de créer des emplois pour

les jeunes et les femmes », a déclaré Zahira El Marzouki, responsable des relations avec le Moyen-Orient au LLF. La mise en service de la bergerie intervient à l’approche de la fête de la Tabaski prévue les 16 et 17 juin prochain, pour laquelle les besoins en moutons sont estimés à plus de 810 000 têtes. Au Sénégal, les ovins représentaient près de 40 % de l’effectif du bétail qui s’élevait à plus de 18,8 millions de têtes en 2019, d’après les données de l’Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD).

NIGÉRIA

20 raffineries modulaires en suspens, faute de garanties sur le brut

À côté de la réhabilitation de ses principales raffineries, le Nigéria table sur l’installation d’un certain nombre de raffineries modulaires pour renforcer sa capacité de raffinage de pétrole brut. Au Nigéria, la construction de 20 raffineries modulaires est compromise, selon des informations relayées jeudi 6 juin par la presse locale, citant l’Association des propriétaires de raffineries de pétrole brut du Nigéria. Selon l’organisation, les investisseurs étrangers hésitent à s’engager financièrement dans ces projets conçus pour renforcer la capacité de raffinage du Nigéria. Pour

cause, l’incertitude autour de l’approvisionnement en pétrole brut de ces installations, une fois opérationnalisées. « Les investisseurs exigent un certain niveau de garantie avant de débloquent des fonds pour la construction. La garantie qu’une fois les raffineries construites, ils obtiendront du pétrole brut [pour les exploiter, Ndlr] », a déclaré Eche Idoko, secrétaire de presse de la CORAN. Alors que l’organisation, comme certains opérateurs de l’aval pétrolier nigérian, a plusieurs fois requis des autorités, des mesures pour obliger les multinationales à fournir du brut aux raffineurs locaux avant

toute exportation, ce problème demeure. Or si des mesures sont mises en œuvre, elles offriraient au Nigéria la possibilité d’améliorer significativement ses capacités des raffinages pour mettre fin aux importations de produits pétroliers. Par ailleurs, de telles mesures assureraient plus largement une meilleure réponse aux besoins de l’Afrique de l’Ouest en produits pétroliers raffinés. Récemment, le groupe nigérian Dangote a fait part de son ambition de s’imposer dans la fourniture de produits pétroliers en l’Afrique de l’Ouest, et du Centre notamment, à travers sa raffinerie de 650 000 b/j

BURKINA FASO

B2Gold vend ses redevances minières sur des gisements d’or

B2Gold a vendu il y a quelques années deux actifs aurifères à l’australien West African Resources, y compris la future mine d’or Kiaka. La compagnie canadienne avait néanmoins conservé jusque-là des redevances minières sur les actifs.

La société de redevances minières Sandbox Royalties va acquérir des redevances détenues par B2Gold au Burkina Faso. C’est l’annonce faite le 7 juin par la compagnie minière canadienne qui précise qu’il s’agit de deux projets aurifères détenus par West African Resources. Dans le détail, B2Gold cède une redevance de 2,7 % sur les revenus nets de fondrie de la mine d’or en construction Kiaka. Une fois en production d’ici 2025, cette dernière devrait livrer plus de 100 tonnes d’or en 18,5 ans. Une seconde redevance de 2,7 % sur les revenus nets de fondrie est également prévue pour le gisement d’or de Toega, satellite à la mine d’or Sanbrado et hébergeant plus d’un million d’onces. Notons que d’autres redevances sur des projets d’or et de cuivre situés en Colombie et au Nicaragua sont également incluses dans l’accord. En contrepartie de la vente de ces différentes redevances, B2Gold obtiendra environ 33 % d’intérêts dans Sandbox, renommée Versamet Royalties Corporation dans le cadre de la transaction. La participation de 33 % de B2Gold dans la société est évaluée à 90 millions de dollars, précise le communiqué. « Ce partenariat stratégique offre à B2Gold une opportunité intéressante de débloquent la valeur de nos redevances qui n’ont pas été reconnue par le marché et ne constituaient pas une partie essentielle de notre activité », explique Clive Johnson, PDG de la compagnie. Pour rappel, B2Gold ne possède pas de mines au Burkina Faso. La compagnie est active en Afrique sur les mines d’or Fekola (Mali) et Otjikoto (Namibie).

ETATS UNIS

Wall Street termine en baisse après les chiffres robustes du travail

La Bourse de New York a fini en petite baisse vendredi, alors que la robustesse du marché du travail américain a suscité des doutes quant au calendrier des réductions de taux de la Réserve fédérale (Fed).

L'indice Dow Jones a cédé 0,24%, ou 91,88 points, à 38.794,29 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 7,01 points, soit 0,13%, à 5.345,95 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 42,79 points (-0,25%) à 17.130,33 points. Sur la semaine, le S&P 500 a gagné 1,32%, le Nasdaq a avancé de 2,38% et le Dow Jones a lui pris 0,29%. L'indice Russell 2000 des petites capitalisations a reculé de 2,02%. La surprise de la dernière séance de la semaine est venue de la publication du rapport mensuel du département du Travail américain, qui a révélé que l'économie a créé plus d'emplois qu'attendu en mai aux Etats-Unis, tandis que le rythme de

hausse des salaires y a progressé plus que prévu. L'indice S&P 500 a réagi immédiatement après la publication du rapport et les rendements du Trésor américain ont grimpé, alors que les analystes réduisaient leurs paris sur une réduction des taux en septembre. L'indice s'est ensuite redressé et a brièvement atteint un record intrajournalier alors que les investisseurs ont noté que les données révélaient une santé économique sous-jacente. "Cela indique qu'il n'y aura probablement pas de réduction à court terme, et avec la remontée des rendements obligataires, cela met beaucoup de pression sur le

commerce du risque, qui concerne probablement les petites capitalisations", a déclaré Sandy Villere, gestionnaire de portefeuille chez Villere & Co à la Nouvelle-Orléans. "Cela dépend simplement des taux d'intérêt et peut-être qu'ils resteront un peu plus élevés pendant plus longtemps, et les gens doivent se recalibrer pour ce type d'environnement", a-t-il ajouté. Les analystes estiment désormais à 56% la possibilité d'une réduction des taux en septembre, selon l'outil FedWatch du CME. Les investisseurs surveilleront les données sur l'inflation américaine la semaine prochaine et la réunion politique de la Réserve fédérale, qui se terminera le 12 juin. "Personne ne s'attend à ce que la Fed

baisse (les taux la semaine prochaine), mais la grande question qui préoccupe tout le monde est de savoir si elle ouvrira la porte à une baisse dès septembre", a déclaré de son côté Ryan Detrick, stratège en chef des marchés chez Carson Group. Aux valeurs, Gamestop s'est effondré (-39,38%) lors d'échanges volatils, au moment même où l'influenceur boursier "Roaring Kitty" lançait sa première émission en direct en trois ans. Le distributeur de jeux vidéo a aussi fait état d'une baisse supérieure aux attentes de son chiffre d'affaires au premier trimestre. Le fabricant de semi-conducteurs Nvidia a terminé stable (-0,09%) alors que sa valorisation est repassée sous la barre des 3.000 milliards de dollars, derrière celle d'Apple.

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

La folie spéculative des jetons PoliFi - Crypto On It

Kraken, l'une des principales plateformes de cryptomonnaies, vient de faire un pas dans l'univers des élections américaines en listant de nouveaux jetons "PoliFi" sur sa plateforme Kraken Pro. Ces cryptomonnaies, inspirées par des mêmes politiques, offrent désormais aux résidents américains une nouvelle manière de spéculer sur le vainqueur des présidentielles de l'autre côté de l'Atlantique. On en parle dans l'Analyse Cryptique, après les actualités essentielles de la semaine.

Selon la CNCB, Changpeng Zhao, l'ancien PDG de Binance, a commencé à purger une peine de 4 mois de prison à Lompoc, en Californie, après avoir plaidé coupable pour blanchiment d'argent. Pour rappel, il avait démissionné de son poste en novembre 2023 dans le cadre d'un accord avec le DOJ. Bien que condamné à une peine plus courte que les 36 mois requis, Binance a également payé une amende de 4,3 milliards de dollars. Zhao, qui conserve une participation de 90 % dans Binance, a exprimé des

remords lors de son audience, en reconnaissant notamment des erreurs dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Les ETF Bitcoin Spot flambent Les ETF Bitcoin Spot aux États-Unis ont enregistré plus de 880 millions de dollars d'entrées mardi, selon des données publiées mercredi. Il s'agit de la meilleure journée de collecte depuis le mois de mars et de la deuxième plus importante depuis que 11 ETF bitcoin ont été lancés en janvier. Le bitcoin se négocie désormais autour des 71 000 dollars à l'heure actuelle.

Flambée des taux obligataires et dispersion des Bourses

Les chiffres officiels de l'emploi américain pour le mois de mai ont fait grimper les taux obligataires vendredi et semé le trouble au sein des marchés boursiers, car ils éloignent la perspective d'une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. En Europe, Paris a perdu 0,48%, Londres a lâché 0,48%, Francfort a cédé 0,51% et Milan a reculé de 0,50%. Après une ouver-

ture en baisse, les indices de Wall Street évoluent à des niveaux plus proches de l'équilibre vers 13H55 GMT: le Dow Jones gagnait 0,14%, le Nasdaq cédait 0,04% et le S&P 500 grappillait 0,07%. Et le dollar progressait aussi, soutenu par la perspective que les taux de la Fed restent élevés plus longtemps. Le billet vert prenait 0,77% par rapport à l'euro, à 1,0806 dol-

lar pour un euro. Les prix du pétrole reculaient légèrement vers 15H50 GMT. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août se dépréciait de 0,14%, à 79,77 dollars, et le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en juillet valait 75,53 dollars (-0,01%). Le bitcoin gagnait 0,47% à 71.021 dollars. **APS**

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Juin 2024 Valeur : 10 Juin 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2822	134.2972
1	EUR	EURO		146.0185	146.0751
1	GBP	POUND STERLING		171.7164	171.7575
100	JPY	JAPANESE YEN		85.9461	85.9612
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5301	18.5324
1	CHF	SWISS FRANC		150.5068	150.5912
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.0950	98.1418
1	DKK	DANISH KRONE		19.5838	19.5871
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9519	12.9570
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7010	12.7056
1	AED	UAE DIRHAM		36.5553	36.5673
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8029	35.8088
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.2578	438.4499
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9323	43.3638
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5398	13.5413
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4325	27.5730
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5356	3.5360
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.9843	177.9843

MARCHÉS/CHANGES

L'euro en légère hausse face au dollar après la BCE

La monnaie unique évoluait en petite hausse jeudi face au dollar malgré la baisse des taux de la BCE, sa présidente laissant entendre que l'institut devrait faire preuve de prudence en matière de politique monétaire. Vers 14H00 GMT, l'euro gagnait 0,17% face au billet vert, à 1,0887 dollar pour un euro. Après une phase inédite de durcisse-

ment monétaire, la Banque centrale européenne (BCE) a commencé jeudi à abaisser ses taux directeurs. Servant de référence, le taux sur les dépôts est passé de 4% à 3,75%. La dernière baisse des taux de la BCE remonte à presque cinq ans, en septembre 2019. Le marché a particulièrement scruté l'intervention de la présidente de la BCE, Christine La-

garde, qui devrait donner le ton pour les prochaines réunions de politique monétaire de l'institution. L'inflation redescend en zone euro, mais "les prochains mois continueront d'être mouvementés", a déclaré jeudi Mme Lagarde, laissant ainsi entendre que l'institut devrait faire preuve de prudence en matière de politique de taux. Il y a "des obstacles sur la route qui peu-

vent surprendre" et "dont nous ne sommes pas totalement sûrs de l'ampleur", a ajouté la banquière centrale. La désinflation poursuit en effet un chemin cahoteux dans la zone euro. D'un pic de 10,6% sur un an en octobre 2022, l'inflation est retombée jusqu'à 2,4% en mars et avril, avant de rebondir un peu à 2,6% en mai.

SELON CHRISTINE LAGARDE

La BCE sera très attentive au secteur des services

La Banque centrale européenne (BCE) "va regarder très attentivement" le secteur des services pour ses prochaines décisions de politique monétaire, a déclaré la présidente de l'institution, Christine Lagarde. "Nos décisions ultérieures, quelles qu'elles soient, elles seront détermi-

nées par les données", a-t-elle dit dans une interview diffusée vendredi par BFMBusiness, au lendemain de la décision de la BCE d'abaisser ses trois principaux taux directeurs. L'institut monétaire a offert peu d'indications sur la trajectoire à venir de sa politique alors qu'il a relevé ses prévisions d'inflation pour 2024 et

2025. "En particulier, on va regarder très attentivement le secteur des services (...) qui est le plus intense en main d'oeuvre, c'est celui qui est le plus déterminé par les salaires", a dit vendredi Christine Lagarde. "On sait aujourd'hui que les salaires dans la zone euro, en Allemagne en

particulier, ont été élevés, vont rester élevés pendant le reste de l'année 2024 et commenceront à baisser, à refluer en 2025", a-t-elle ajouté. "Donc on sera très attentif à toutes les données relatives aux salaires, relatives aux services, relatives à la productivité et relatives aux profits", a dit Christine Lagarde.

La BCE prévoit qu'une partie des marges des entreprises va permettre d'absorber les hausses de salaires, empêchant ainsi une répercussion sur les prix, un scénario de spirale inflationniste "qu'on veut bien entendu éviter", a indiqué la présidente de l'institution.

ALLEMAGNE

Les exportations poursuivent leur reprise en avril

Les exportations allemandes ont continué à croître en avril, une bonne nouvelle pour la première économie européenne confrontée à une croissance toujours atone, alors que la production industrielle a à nouveau baissé.

L'indicateur a gagné 1,6% sur un mois en avril, après avoir pris 2% en mars, atteignant 136,5 milliards d'euros, a indiqué dans un communiqué vendredi l'institut de statistique Destatis. Sur un an, l'indice prend 1,9%. Les exportations ont été autant tirées par les ventes de produits allemands vers les pays de l'Union Européenne, qui ont connu une hausse de 1,2%, que par les pays tiers (+2,0%), avec notamment une augmentation de 0,8% en Chine. Les Etats-Unis restent les premiers importateurs du "made in Germany". Côté importations, l'Allemagne a acheté pour 114,5 milliards de produits à l'étranger, soit une hausse de 2,0%. La balance

commerciale s'élève à 22,1 milliards d'euros. La hausse des exportations, un pilier pour l'industrie allemande est une bonne nouvelle pour l'économie du pays, qui reste atone depuis plusieurs mois. Le secteur manufacturier souffre d'une crise multiforme, entre coûts élevés de l'énergie, faible demande domestique, et difficultés du commerce international. L'économie bénéficie actuellement d'une légère reprise, grâce à l'augmentation de la consommation et des exportations ainsi qu'à des coûts de l'énergie beaucoup moins élevés. L'Allemagne a connu une croissance de 0,2% de son Produit Intérieur Brut (PIB)

sur un trimestre. Mais cette reprise reste fragile: la production industrielle a ainsi connu en avril elle une stagnation, avec un recul de 0,1% en données corrigées des variations saisonnières, après une baisse de 0,4% en mars, selon un communiqué de Destatis vendredi. Les commandes industrielles ont elles aussi chuté de 0,2% en avril, selon des chiffres publiés jeudi par l'institut. D'autant que le rebond pour cette année s'annonce très faible. Le gouvernement a récemment annoncé un léger relèvement de sa prévision de croissance pour l'année en cours, qu'il a portée de 0,2% à seulement 0,3%.

CHINE ET MALAISIE

Ils renforceront leur coopération en matière d'application de la loi et de sécurité

Les autorités chinoises et malaisiennes ont organisé, jeudi à Pékin, la 5e réunion du groupe de travail conjoint sur la coopération visant à prévenir et à combattre la criminalité transnationale. Le conseiller d'Etat et ministre de la Sécurité publique de la Chine, Wang Xiaohong, a co-présidé la réunion avec Saifuddin Nasution Bin Ismail, ministre malaisien de l'Intérieur. M. Wang a déclaré que sous l'orientation

stratégique des chefs d'Etat des deux pays, la Chine travaillerait avec la Malaisie pour renforcer les échanges de haut niveau, approfondir la coopération pratique en matière d'application de la loi et de sécurité, et promouvoir la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Malaisie. "On espère que les deux parties continueront à renforcer leur coopération dans les domaines de l'anti-terrorisme, de la lutte contre les fraudes par téléphone et les jeux

d'argent illégaux transfrontaliers, du travail anti-drogue, de la sécurité des réseaux et du renforcement de capacités de la police", a noté M. Wang. M. Saifuddin a pour sa part déclaré que la Malaisie souhaitait approfondir sa coopération avec la Chine en matière d'application de la loi et de sécurité, de répression de divers crimes transnationaux conformément à la loi, et défendre sérieusement la sécurité et la stabilité des deux pays.

ETATS-UNIS

Des compagnies de technologie visées par une enquête pour pratiques anticoncurrentielles

Le gouvernement américain va ouvrir des enquêtes pour déterminer si OpenAI, Nvidia et Microsoft se sont, ou non, rendus coupables de pratiques anticoncurrentielles, a rapporté jeudi le New York Times. Selon le quotidien, le ministère de la Justice va mener les investigations concernant le concepteur de semi-conducteurs Nvidia et l'Agence américaine de la concurrence (FTC) va se consacrer à OpenAI et Microsoft. Depuis le lan-

cement de l'interface ChatGPT, en novembre 2022, une course effrénée s'est engagée pour prendre l'ascendant dans l'intelligence artificielle (IA) dite générative. Le développement de cette technologie requiert des investissements colossaux, principalement dans des serveurs et des processeurs pour entraîner les logiciels, appelés modèles de langage, qui pourront répondre à des demandes en langage courant. Seule une poignée de géants tech-

nologiques ont la capacité de consacrer les sommes nécessaires pour devenir un acteur légitime de l'IA générative. OpenAI est très bien positionné, car il a été le premier à proposer son interface ChatGPT. Microsoft a aussi pris de l'avance, grâce à un partenariat avec OpenAI, en déclinant cette technologie dans des produits et services grand public, ce qui lui a permis de commencer à monétiser ses investissements. Nvidia, lui, occupe une posi-

tion centrale dans l'industrie des semi-conducteurs. Ses puces, appelées cartes graphiques (GPU), sont, de très loin, les plus demandées pour développer l'IA générative. Début janvier, la FTC avait annoncé avoir lancé une enquête sur les investissements colossaux de Microsoft, Google et Amazon dans les principales start-up d'intelligence artificielle générative, OpenAI et Anthropic

USA

Taux de chômage en mai au plus haut depuis janvier 2022

Le taux de chômage a grimpé en mai aux Etats-Unis, à 4%, une barre symbolique qu'il repasse pour la première fois depuis janvier 2022, mais, paradoxalement les créations d'emplois ont été bien plus nombreuses qu'en avril, à cinq mois de l'élection présidentielle. Le taux de chômage a augmenté de 0,1 point, passant de 3,9% à 4%, selon les chiffres publiés vendredi par le département du Travail. Les créations ont quant à elles été bien plus solides qu'attendu, puisque 272.000 emplois ont été créés en

mai, contre 165.000 en avril - chiffre révisé à la baisse. Les chiffres sont issus de deux enquêtes différentes, l'une réalisée auprès des entreprises, l'autre auprès des ménages, ce qui peut expliquer ces évolutions dans des directions apparemment opposées. Le taux de chômage était attendu stable par les analystes, à 3,9%, et 190.000 créations d'emplois seulement étaient escomptées, selon le consensus de Market Watch. "L'emploi a conservé sa tendance à la hausse dans plusieurs secteurs, menés par les soins de santé ; les

services publics; les loisirs et l'hôtellerie; et les services professionnels, scientifiques et techniques", a détaillé le département du Travail. Les créations d'emplois dans le seul secteur privé ont souffert d'une forte dégradation dans le secteur manufacturier, avait montré mercredi selon l'enquête mensuelle ADP/Stanford Lab. Mais en avril, le nombre de postes vacants était tombé à son plus bas niveau depuis février 2021 à 8,06 millions contre 8,35 millions le mois d'avant, selon les chiffres du département du Travail.

MÉTAUX RARES Découverte en Norvège du plus grand gisement d'Europe

La Chine concentre une partie de la production des terres rares. Selon l'AFP, un groupe minier aurait découvert en Norvège le plus grand gisement d'Europe. Les terres rares sont nécessaires à de nombreuses industries de pointe, notamment dans le secteur de la défense et des technologies bas carbone. Si elles ne sont pas rares à l'échelle mondiale, elles sont concentrées notamment en Chine. Selon Rare Earths Norway, le gisement Fensfeltet recèlerait 8,8 millions de tonnes de ces métaux essentiels à la transition verte, soit nettement plus que le précédent plus grand gisement européen, localisé à Kiruna en Suède censé contenir entre 1 et 2 millions de tonnes.

ROYAUME UNI Charles III remplace désormais Elizabeth II sur les billets de banque

Au Royaume-Uni, les billets de banque à l'effigie du roi Charles III entrent en circulation à partir de ce mercredi. Ils remplaceront progressivement ceux portant le portrait de la reine Elizabeth II. Les billets de banque à l'effigie du roi Charles III feront leur apparition dans les portemonnaies des britanniques mercredi, remplaçant progressivement ceux portant le portrait de sa mère Elizabeth II. Le portrait du roi Charles figurera sur les nouveaux billets de 5,10, 20 et 50 livres sterling, qui resteront par ailleurs semblables aux billets actuels, explique la Banque d'Angleterre dans un communiqué. Ces billets en polymère – qui ont remplacé progressivement la monnaie papier au Royaume-Uni depuis 2016 – circuleront aux côtés de ceux présentant le portrait la reine Elizabeth II. Après les pièces de monnaie Les nouveaux billets seront imprimés peu à peu pour "remplacer ceux qui sont usés" précise la Banque d'Angleterre dans son communiqué, afin de "minimiser l'impact environnemental et financier" du changement de monarque. Ils rejoindront les pièces de monnaie à l'effigie de Charles III, entrées en circulation en décembre 2022, quelques mois après la mort de sa mère.

MODÈLE ÉLECTRIQUE SPORTIF

Quand Cupra dépasse la Born

Le constructeur espagnol lance enfin un modèle électrique sportif. La Cupra Born VZ gagne un moteur de 325 ch, une batterie recalibrée et une mise au point spécifique. Cette propulsion a-t-elle pour autant l'âme d'une sportive ?



Il y a quelques mois, Cupra réorganisait l'offre de sa compacte, proposant une unique motorisation de 230 ch et deux niveaux d'autonomie de 230 km (58 kWh) et 550 km (77 kWh), avec un prix de départ sous les 40 000 €. Un joli coup qui a permis à l'Espagnole de se relancer commercialement. Ainsi l'an dernier le constructeur a vendu un peu plus de 45 000 exemplaires de son modèle sur le Vieux Continent. La Cupra Born est encore aujourd'hui avec la MG4 (non éligible au bonus écologique) l'une des électriques offrant le meilleur rapport prix/autonomie de sa catégorie, avec en prime un bonus à la clé.

En attendant son restylage prévu pour 2025, la compacte électrique reçoit aujourd'hui le renfort d'une version sportive VZ de plus de 300 ch. Ce label signifie « Veloz » (vitesse). En effet, lorsque la marque Cupra s'est émancipée, il a fallu trouver un autre nom aux modèles sportifs. Elle vient ainsi se frotter aux versions vitaminées des BMW i4, MG 4 et Tesla Model 3. Cette griffe apporte les éléments de style habituels pour une sportive comme une teinte spéciale, le vert Estrel (celle de notre essai), de nouvelles jantes alliage de 20 pouces forgées, chaussées de pneus Bridgestone Potenza et quelques logos VZ. C'est léger mais bien suffisant, tant le design de la Born est agressif.

De nouveaux baquets et une sono Sennheiser

De base, la Born parvient habilement à maquiller ses ressemblances avec la Volkswagen ID.3 techniquement proche et notamment à bord où de nombreux habillages et ambiances lumineuses diffèrent, dans le bon sens du terme. Malheureusement, certains défauts persistent comme la présence de plastiques bas de gamme et d'une ergonomie proche de l'accident industriel. On pense notamment aux commandes de lève-vitres arrière (cf Portefolio), aux inefficaces touches capacitatives du volant ou encore au fastidieux cheminement pour paramétrer la ventilation via l'écran tactile.

A ce propos, la Born VZ se dote d'un écran un peu plus grand de 12,9" équipé d'une nouvelle barre tactile rétro-éclairée, qui permet de régler directement la climatisation et le volume. Ce n'est pas mieux, c'est « moins pire ». Cette version VZ se matérialise par l'arrivée de sièges baquets « Cup » conçus à partir de matériaux recyclés. Ces derniers autorisent une assise un



peu plus basse que les sièges traditionnels. Un bon point pour la conduite sportive et le ressenti. Cupra signale aussi l'arrivée, en option, d'un système audio de 425 watts (10 HP) développé avec Sennheiser, testé et validé par nos soins. Les basses sont profondes et puissantes. Cupra n'a pas encore communiqué sur son prix.

Le gain massif de couple change son caractère

La Born VZ, s'offre les services d'un moteur électrique plus puissant, toujours placé sur l'essieu arrière. Ce dernier développe 325 ch pour un couple maxi de 545 Nm. C'est indéniablement ce dernier paramètre qui change la donne, offrant bien plus de nervosité à

la conduite. La Born entre ainsi dans une autre catégorie, celle des voitures qui vont vite. Les accélérations peuvent même se montrer violentes lorsque le mode « Cupra » est engagé, faisant dandiner le train arrière, très vite rappelé à l'ordre par les assistances. Le 0 à 100 km/h est expédié en 5,7 s alors que la vitesse de pointe atteint désormais 200 km/h, contre 160 km/h pour les autres



versions. La Cupra Born VZ embarque une batterie de 79 kWh en capacité nette, remplaçant l'accumulateur de 77 kWh qu'on trouvait jusqu'ici dans sa version haut de gamme. Grâce à une meilleure gestion électronique et un hardware revu, elle permet d'atteindre une autonomie maximale WLTP de 570 km malgré la présence des jantes de 20 pouces. Côté charge, elle se limite à 11 kW en courant alternatif mais monte à 170 kW en pointe en courant continu (30 minutes annoncées pour le 10-80%). Un planificateur d'itinéraire efficace et réaliste est intégré à la navigation tout comme un système de pré-conditionnement pour optimiser la puissance de recharge. Un freinage régénératif à trois niveaux est également présent pour les aficionados

de l'éco-conduite. Il ne permet pas un arrêt total.

Compte tenu du pedigree de cette voiture, de notre style de conduite et de l'important relief de notre parcours, nous n'avons pas réalisé de consommations réalistes. On peut aisément espérer descendre sous les 18 kWh/100 km de moyenne comme ce fut le cas au volant de la Born XL, testée l'an dernier, ce qui autorise un rayon d'action de plus de 400 km. Un score rassurant.

Cupra a fait le nécessaire pour adapter la tenue de route à cette propulsion de 325 ch. Les amortisseurs et ressorts arrière ont été adaptés tout comme les barres anti-roulis. L'ensemble est paramétré par de nouveaux réglages du châssis adaptatif DCC. En résulte une conduite efficace mais pas très sportive, les 1 999 kg rappelant très vite au conducteur que les lois de la physique sont immuables. Quoi qu'il en soit quasiment toute la puissance passe au sol et notamment en courbe où les débordements du train arrière sont rapidement calmés par les aides à la conduite. La direction a également été recalibrée. Elle offre un peu plus de ressenti mais pourrait encore être améliorée selon nous, notamment au niveau de la consistance. Le freinage également retravaillé pour davantage de ressenti nous a particulièrement déçus. L'attaque est mollassonne et la sensation « d'éponge » due à la récupération d'énergie est encore trop présente. Cela ne remet pas en cause son efficacité mais cela réclame un peu plus de vigilance au freinage. Face à une MG4 XPower (435 ch) aux performances imbattables en ligne droite, l'Espagnole peut se targuer d'offrir davantage d'efficacité dans les virages. En revanche n'attendez pas une conduite ludique ou sportive. La Born VZ conserve ses bonnes prestations d'hôte offrant un espace aux jambes amplement suffisant pour deux adultes. La place du milieu est envisageable pour un petit gabarit. Le coffre offre un volume dans la moyenne de la catégorie avec 385 litres. Un petit logement pour les câbles de recharge est présent sous le plancher mais celui-ci est plus étroit compte tenu de la dimension plus importante de la batterie.

LE MARCHÉ DE LA GÉOLOCALISATION A ATTEINT UNE VALEUR DE 18,52 MILLIARDS \$

La géolocalisation dans un monde dominé par les données

En 2023, le marché mondial de la géolocalisation a atteint une valeur de 18,52 milliards de dollars et pourrait enregistrer une croissance annuelle de 15,6 % sur la période 2023-2030, selon Grand View Research. La croissance du marché en France peut être expliquée par plusieurs facteurs, les services de géolocalisation devenant rapidement un aspect essentiel de la vie quotidienne de nombreuses personnes, avec une dépendance accrue aux logiciels de navigation, aux applications de covoiturage ou aux mises à jour des transports en temps réel.

L'intelligence de localisation joue un rôle décisif en connectant les éléments de données existants au contexte géospatial environnant. Dans un monde de plus en plus data driven, les données spatiales offrent une valeur ajoutée incontestable. Tous les points de données entretiennent des liens avec le monde physique, que ce soit à travers les domiciles ou les adresses professionnelles des clients. Elles peuvent révéler des informations sur leurs revenus probables, leur situation familiale et leur mode de vie. Les entreprises, qu'elles soient clientes ou concurrentes, opèrent sur divers marchés et dans différents domaines de services. De même, les modèles météorologiques et de circulation, en s'étendant dans le temps et l'espace, fournissent des informations précieuses aux décideurs qui ont à leur disposition les données et les outils appropriés. Les cas d'utilisation des données géospatiales sont pratiquement illimités. Les institutions financières y recourent pour détecter les anomalies et identifier les potentiels cas de fraude, par exemple. En combinant des données météorologiques en temps réel avec des informations sur les assurés, ils sont en mesure d'avertir leurs clients de l'imminence d'un ouragan, d'une tempête ou d'un événement similaire. Enfin, les opérateurs de télécommunications s'appuient pour leur part sur la géolocalisation pour une meilleure compréhension des besoins des clients et pour s'assurer de l'optimisation de la planification du réseau. Trois principales tendances émergent ainsi en matière d'intelligence de localisation observées pour 2024.

Les informations de localisation, gage de meilleurs résultats en matière d'IA

L'intelligence artificielle révolutionne le fonctionnement des entreprises dans tous



les secteurs d'activité. Il est nécessaire de garantir que les données utilisées pour l'apprentissage des modèles d'IA soient intégrées, avec une précision, une cohérence et un contexte des plus exigeants, afin d'optimiser les performances. Sans contexte des nuances et des dépendances d'un scénario réel donné, l'IA peut finir par baser ses recommandations sur une partie infime de la situation globale. Cela peut conduire à des résultats incomplets, inexacts ou non pertinents du point de vue du contexte, avec des conséquences potentiellement dangereuses par la suite. Pour mieux comprendre les comportements d'achat des clients et autres acteurs du marché, les entreprises doivent ainsi utiliser des données de localisation pour enrichir leurs modèles. Cette pratique relie l'emplacement des consommateurs à diverses données, améliorant ainsi l'efficacité du modèle. Il est donc nécessaire d'intégrer des jeux de données tiers et des informations spatiales pour augmenter la valeur, la pré-

sion et l'utilité des données pour les applications d'IA.

Le geo addressing au service du succès de la livraison du dernier kilomètre

Pour répondre aux attentes croissantes des consommateurs en matière de livraison rapide et fiable, les entreprises doivent intégrer des données de localisation dans leurs processus logistiques afin d'optimiser la livraison du dernier kilomètre. C'est la dernière étape cruciale du parcours d'un colis, généralement lorsqu'il quitte un centre de distribution pour atteindre sa destination finale. Les livraisons à domicile sont devenues si courantes au quotidien qu'elles passent souvent inaperçues, jusqu'à ce qu'un problème ne survienne. La montée en popularité des services de livraison alimentaire et des achats en ligne proposant la livraison le jour même, ont en effet élevé encore davantage le niveau d'attente : les consommateurs recherchent de manière croissante des expériences rapides, abor-

dables et sans erreur.

De plus, les problèmes de livraison du dernier kilomètre émanent souvent de données d'adresse incomplètes. Par exemple, en cas d'informations de livraison incomplètes, le livreur ne peut mener sa mission à bien ou accuser des retards sur son planning, voire celui de collègues contraints de prendre le relais; affectant à la fois l'expérience des clients et des livreurs eux-mêmes. Ainsi, les entreprises intègrent de plus en plus des solutions de geo addressing et d'enrichissement des données pour obtenir des informations pertinentes sur leurs clients. Le geo addressing combine le géocodage avec la vérification et l'auto-complétion des adresses, assurant ainsi des livraisons réussies et une expérience client fluide.

L'intelligence de localisation, moteur de l'intégrité des données

Cependant, afin de maximiser le potentiel des données de localisation, les entreprises doivent d'abord s'attaquer à la qualité de leurs données. Nous avons pu constater que 41% reconnaissent que la mauvaise qualité des informations de localisation constitue le principal frein à l'utilisation optimale des données de localisation dans leur organisation. Il est crucial de normaliser et de vérifier les données pour garantir leur adéquation à leur utilisation prévue. En somme, l'impact des données de localisation repose sur un solide cadre de gouvernance des données, alignant le personnel, les processus et la technologie pour permettre aux entreprises de comprendre et de faire confiance aux données et métadonnées de localisation pour répondre à leurs impératifs. En abordant les problèmes de qualité des données et en éliminant les silos, les entreprises peuvent avancer vers le parcours pour l'intégrité de leurs données.

Brèves

Pure Storage investit dans LandingAI

Le fournisseur de stockage flash a annoncé avoir pris une participation dans la start-up LandingAI pour un montant non communiqué. Cette dernière a été fondée par Andrew Ng (créateur de Coursera et de Google Brain) en 2017 et a levé en 57 millions de dollars en 2021. Elle est spécialisée dans le LVM (large vision model) capable de traiter et d'interpréter des images ou des vidéos à grande échelle. Pour cela, elle propose une plateforme cloud de reconnaissance d'images nommée LandingLens. L'objectif

est d'arriver à créer rapidement des applications de contrôle de qualité sur des chaînes industrielles, de l'inspection d'ingrédients dans l'agroalimentaire, de l'analyse d'imagerie médicale, etc.

Première grève discrète chez Samsung

Plusieurs milliers de salariés du constructeur coréen ont participé à la première grève de l'histoire du groupe ce vendredi pour réclamer des augmentations de salaire et le versement d'une prime d'activité. Une manifestation a été organisée devant le siège du chaebol

à Séoul, mais elle est restée relativement discrète. En effet, le jour choisi était peu travaillé, le jeudi 6 juin étant férié. Beaucoup de salariés ont pris un jour de congé, en signe de protestation. Néanmoins, de plus en plus de salariés ont rejoint les rangs du syndicat affichant 28 000 membres contre 10 000 seulement il y a 6 mois. Celui-ci n'exclut pas d'autres actions dans les prochaines semaines.

Google réfléchit à une fonction similaire à Recall

Le service de Microsoft Recall basé sur l'IA générative fait beaucoup parler de lui

à propos des questions de sécurité et de confidentialité des données, mais il donne des idées à d'autres acteurs comme Google. À l'occasion d'un entretien avec notre confrère de PC World, John Solomon, responsable de ChromeOS chez Google a indiqué que l'entreprise explore prudemment une fonction similaire à Recall pour les Chromebooks, appelée pour l'instant « memory ». Il ajoute : « nous regardons quels pourraient être les cas d'usage. Je pense qu'il y a quelque chose à faire en matière de capture d'écran d'une manière qui ne soit pas effrayante et qui donne l'impression que l'utilisateur a le contrôle ».

Mots fléchés

Complets								Astique		Île française		Soigner et nourrir les animaux	
Il élève des pigeons		Onguent		Excès		Extrémités des skis		Jeune cerf		Économisée			
												Affluent de l'Hérault	
Particules infiniment petites		Nouée dans le dos		Élève		Purifié					On le fête		
						Pactoles					Moutons		
Ombree					Écrivain français (Eugène)				Bourré comme une huître				
Empois					Dépouillement								
						Souhaité		Conducteur d'équidés					
Côté où le soleil se lève		Esquiver							Dedans			Epouse d'Athamas	Danse enfantine
		Signal sonore pour le départ							Fatalités				
			Poissons d'eau douce					Soif					
			Fermant										
Réplique instantanée	Suivis						Première personne du singulier			Cent mètres carrés	Drame lyrique au Japon		
	Admiratives									Godets			
								Engueulade					
								Invectivât					
Trac de l'artiste		Bramer					Partie d'une cheminée					Princesse hindoue	
				Monarque	Territoire montagneux en Algérie		Caillou						
							Maison d'Italie						
Malaise		Beau perroquet				Chevalier efféminé				Roulement sur le tambour			Beaucoup
						Id est							
Picrate		Cordon								Titre anglais			
		Conteste											
			Département	Fleuve français		Lentille bâtarde				Affluent du Danube	Niais	Département	
						Divinité du levant							
Allégresse													
Couleur de la ligne dans les Vosges							Actinium		Echassier				
									Ville roumaine				
					Bonnes reproductrices								Crie comme le cerf
					Jadis c'était Tokyo								
Rétrocédé		Blague				Fredonner							
		Examiné				Premier continent connu							
							Champion			Surface agricole			
Connu			Élève officier				Tramée						

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ANTICIPÉE :

Le président Tebboune convoque le corps électoral

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, ce samedi 8 juin, le décret présidentiel n° 182-24, portant convocation du corps électoral pour l'élection présidentielle anticipée, fixée le samedi 7 septembre 2024. Le même décret présidentiel prévoit également l'entame de l'opération de la révision exceptionnelle du fichier électoral à partir du mercredi 12 juin 2024. Elle sera clôturée le jeudi 27 juin 2024.

BACCALAURÉAT

862 733 candidats entament les épreuves aujourd'hui

Aujourd'hui dimanche à 8h30, débiteront les épreuves du baccalauréat session 2024, dans sept filières différentes mathématiques techniques, mathématiques élémentaires, sciences expérimentales, gestion et économie, lettres et philosophie, langues étrangères et enfin arts. Quelque 862 733 candidats, dont 971 aux besoins spécifiques, seront au rendez-vous avec leur destin. Pendant cinq jours, les candidats seront évalués sur leurs acquisitions à raison de deux matières par jour. La tutelle a assuré que toutes les conditions sont réunies pour un bon déroulement de cet examen de fin de cycle secondaire. Depuis quelques jours, une campagne est lancée contre les tentatives de fraude. Il est rappelé aux candidats les risques encourus dans la situation d'un flagrant délit de triche. L'année dernière, le parquet a informé en temps réel sur les tentatives déjouées et la comparution, suivant la procédure de citation directe, des mises en cause avec mandat de dépôt à l'audience. Le fraudeur est interdit de repasser l'examen du bac pendant dix ans.

ONU

L'Algérie élue membre du Conseil économique et social

L'Algérie a été élue vendredi, avec 185 voix sur 190 pays ayant participé au vote, membre du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) pour un mandat de 3 ans, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027. Avec cette élection, qui s'est déroulée à l'occasion de la session de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, l'Algérie devient membre de cet organe principal de l'ONU pour la huitième fois de son histoire, a indiqué l'APS. Cette élection reflète la confiance dont jouit l'Algérie au sein de l'ONU et constitue une reconnaissance de sa capacité à mettre en œuvre l'expertise et l'engagement nécessaires à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Grace à cette élection, l'Algérie consolide ainsi sa présence au sein des instances onusiennes les plus influentes. A travers cette adhésion, la diplomatie algérienne cherchera, conformément aux directives du président de la République Abdelmadjid Tebboune, à contribuer de manière significative à l'élaboration des recommandations politiques qui permettront d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, en étroite collaboration avec les autres acteurs du Conseil économique et social (ECOSOC). Le Conseil économique et social (ECO-



SOC) est l'un des principaux organes des Nations unies et constitue le principal forum de discussion sur les questions économiques, sociales, culturelles, de santé, de droits de l'homme, de femmes et de jeunes. Le Conseil est également chargé de coordonner les activités des organes, agences et programmes pertinents des Nations unies. Il est composé de 54 membres, dont 18 sont élus chaque année par l'Assemblée générale des Nations unies pour un mandat de trois ans. L'objectif de l'Algérie, durant son mandat, est, notamment, d'œuvrer au renforcement de la solidarité internationale, de contribuer au développement social et

économique, de défendre le principe d'autodétermination, de contribuer aux fonds internationaux et régionaux pour financer les activités de développement ou l'aide humanitaire, ainsi que l'encouragement des flux d'investissements directs étrangers (IDE), ajoute la même source. Cette élection conforme le retour au-devant de la scène internationale de la diplomatie algérienne, notamment après l'élection par acclamation de l'Algérie au poste de vice-président de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations unies, et en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, pour la période 2024-2025.

POUR LE 3^e MOIS CONSÉCUTIF EN MAI

Hausse des prix des denrées alimentaires

Les prix des denrées alimentaires dans le monde ont augmenté pour le troisième mois consécutif en mai, la forte hausse des prix des céréales évinçant la chute des prix du sucre, selon un rapport de la FAO publié vendredi. L'indice des prix des denrées alimentaires calculé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),

qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, a augmenté de 0,9% en mai par rapport à avril. La tendance est toutefois toujours à la baisse sur un an, avec un repli des prix de 3,4% par rapport à la même période en 2023. En mai, l'augmentation a été tirée par le bond de l'indice des prix des céréales de 6,3%. Les inquiétudes s'accumulent sur

les récoltes de blé à venir, aussi bien en Europe, en Amérique du Nord que dans la région de la mer Noire, faisant craindre une forte hausse des prix à l'exportation. Des questions se posent aussi sur la production de maïs en Argentine, à cause d'une maladie, et au Brésil, en raison d'une météo défavorable, faisant également grimper les prix du grain jaune.

L'indice des prix des produits laitiers a, de son côté, augmenté de 2,3%, poussé par une forte demande aussi bien de la part des consommateurs que de la restauration, et par l'anticipation d'une collecte plus faible en Europe de l'Ouest. Les prix du sucre ont, à l'inverse, chuté de 7,5%, principalement sous la pression du bon démarrage de la récolte au Brésil. Les prix de l'huile végétale ont

baissé de 2,4%. La FAO, qui publie par ailleurs ses premières prévisions sur les récoltes 2024-2025, anticipe une production de céréales à peu près au même niveau que pour les récoltes précédentes. La production de maïs et de blé devrait baisser, mais celle d'orge, de riz et de sorgo devrait augmenter, selon le rapport de la FAO

SELON LA FAO

L'aquaculture dans le monde dépasse pour la première fois la pêche

La production aquacole a dépassé la production halieutique pour la première fois en 2022, avec 51% du total mondial, selon un rapport de l'agence des Nations unies pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO) publié vendredi au Costa Rica lors d'une conférence sur la conservation des océans. La pisciculture, la conchyliculture et l'algoculture représentent "51% du total

mondial" et "fournissent 57% des produits animaux aquatiques utilisés pour la consommation humaine dans le monde", selon ce rapport sur la "situation mondiale des pêches et de l'aquaculture". "Alors que la production des pêches de capture est restée pratiquement inchangée depuis des décennies, l'aquaculture a augmenté de 6,6% depuis 2020", note le directeur général de la FAO Qu Don-

gyu dans ce rapport publié au Costa Rica. Des experts internationaux participent vendredi et samedi dans la capitale San José à la rencontre "Immersed in change" en préparation de la Conférence des Nations unies pour l'océan (UNOC 3), co-organisée par la France et le Costa Rica en juin 2025 à Nice. Le rapport de la FAO révèle que le commerce mondial des animaux aquatiques

a atteint un niveau record en 2022, avec 195 milliards de dollars, soit en hausse de 19% par rapport à 2019, avant la pandémie, souligne la FAO. Au moins 230 pays et territoires participent à ce commerce international, dont la Chine occupe la première place en termes d'exportations (12%), suivie de la Norvège (8%) et du Vietnam (6%). Ces trois pays représentent ensemble le quart des exportations